

Mesures d'Atténuation Appropriées au niveau National (NAMA)

en anglais : Nationally Appropriate Mitigation Actions (NAMA)

Étapes de passage d'une NAMA d'une simple idée à la mise en œuvre

DRAFT Version 10.0 (Août 2016)

Les idées exprimées dans cet outil sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement le point de vue du gouvernement allemand, ou son approbation des approches décrites ici.

Veuillez ouvrir cet outil en mode plein écran afin de pouvoir cliquer sur les liens internes renvoyant à des informations supplémentaires ou à des instruments accessibles !



Mentions légales

Document publié par :

Deutsche Gesellschaft für
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Dag-Hammarskjöld-Weg 1-5
65760 Eschborn, Germany
T +49 61 96 79-0
F +49 61 96 79-1115

Responsable :

GIZ-Divisions 4D00 Section Climate Change
and Environmental Policy and G300 Climate
Change, Environment and Infrastructure
Division

Contact :

E-Mail : climate@giz.de
Site web : www.giz.de

Veuillez noter que cette version de l'outil NAMA est toujours en cours d'élaboration et que certaines étapes ne pourront être finalisées qu'une fois que les négociations auront fait des progrès substantiels.

Cet outil NAMA a été développé par deux programmes de la GIZ qui soutiennent respectivement le Ministère Fédéral de la Coopération Internationale (BMZ) dans le cadre des négociations internationales sur le climat et le Ministère Fédéral de l'Environnement (BMUB) dans le cadre du Partenariat International pour l'Atténuation et les MRV.

Les idées exprimées dans cet outil sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement le point de vue du gouvernement allemand, ou son approbation des approches décrites ici.

Il est possible que cet outil comprenne des sujets sur lesquels l'avis de certains gouvernements puisse différer.

On behalf of:



Federal Ministry for the
Environment, Nature Conservation,
Building and Nuclear Safety



Federal Ministry
for Economic Cooperation
and Development

of the Federal Republic of Germany





Intro I : L'historique de l'outil NAMA

Le 11 juin 2011, l'Initiative Internationale pour le Climat (Internationale Klimainitiative, IKI) du gouvernement allemand a réuni environ 50 professionnels et experts lors d'un atelier intitulé : « Développer la connaissance des éléments constitutifs d'une architecture d'atténuation au niveau mondial ». Ils ont analysé les 13 projets IKI qui élaboraient et mettaient en œuvre les LEDS, les NAMA et les systèmes MRV.

La discussion a fait naître des idées sur certains facteurs génériques de réussite pour l'élaboration et la future mise en œuvre des LEDS, des NAMA et des MRV. Les 13 projets ont permis d'identifier les étapes pour le développement des LEDS, NAMA et des systèmes MRV.

Les résultats de l'atelier ont été repris par deux programmes de la GIZ, financés par le Ministère fédéral de la Coopération économique (BMZ) et de l'Environnement (BMUB), qui ont collaboré à l'élaboration de trois outils qui guideront les professionnels dans l'élaboration et la mise en œuvre des NAMA, LEDS et MRV. La GIZ offre aux partenaires intéressés une formation sur ces derniers.

Ces outils sont continuellement améliorés. En cas d'utilisation, veuillez nous renseigner sur vos expériences et envoyer vos commentaires. Si vous cherchez un appui à la réalisation d'une formation ou d'un atelier, veuillez contacter : [**climate@giz.de**](mailto:climate@giz.de)



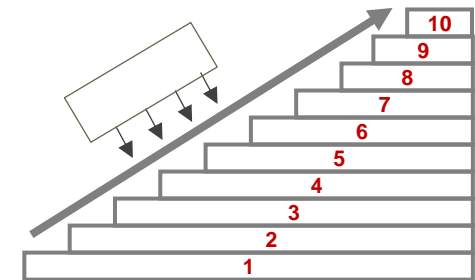
Intro II : Objectifs et contenus de l'outil NAMA

L'outil NAMA donne des instructions détaillées sur la façon d'élaborer une NAMA, à ceux qui les développent ou mettent en œuvre. L'outil guide les utilisateurs vers des informations utiles, instruments et publications disponibles.

Le processus est structuré en 10 étapes dont l'approche est conçue pour fournir aux utilisateurs davantage de données et d'instruments accessibles pour certains aspects de l'élaboration des NAMA.

Même si cet outil permet de préparer la mise en œuvre des NAMA, il s'agit d'abord d'un outil de navigation, guidant les utilisateurs à travers le processus d'élaboration d'une NAMA. Ce n'est pas un instrument pour la mise en œuvre même des NAMA.

Cet outil ne donne pas des instructions mais des liens vers une expertise et des guides spécifiques au secteur. L'outil est accessible à l'adresse suivante : www.mitigationpartnership.net



Note

!

Lors du développement d'une NAMA, la séquence de 10 étapes ne nécessite pas d'être strictement suivie chronologiquement ni complètement !

Toutefois, une NAMA ambitieuse doit vraisemblablement avoir terminé chaque étape durant le processus !

**Outils
connexes**



Intro III : Le Partenariat International sur L'Atténuation et le MRV

Lancé par l'Afrique du Sud, la Corée du Sud et l'Allemagne lors du dialogue de Petersberg sur le climat organisé en 2010, le partenariat encourage les pays à renforcer l'ambition d'atténuation et à entreprendre des changements transformationnels.

Il rassemble les décideurs et les professionnels de plus de 40 pays en développement, émergents et développés. Le partenariat appuie la conception, la mise en place et l'application effective de :

- Contributions Prévues Déterminées au Niveau national (INDCs)
- Stratégies de développement sobres en carbone (LEDS)
- Mesures d'Atténuation Appropriées au niveau National (NAMA)
- Systèmes de Mesure, Rapport (notification) et Vérification (MRV)

Dans ce contexte, le partenariat appuie la conception, la mise à l'essai, et la formation d'une série d'outils, y compris de cet outil NAMA.

www.mitigationpartnership.net / [Twitter](#) @Mitigation_MRV.

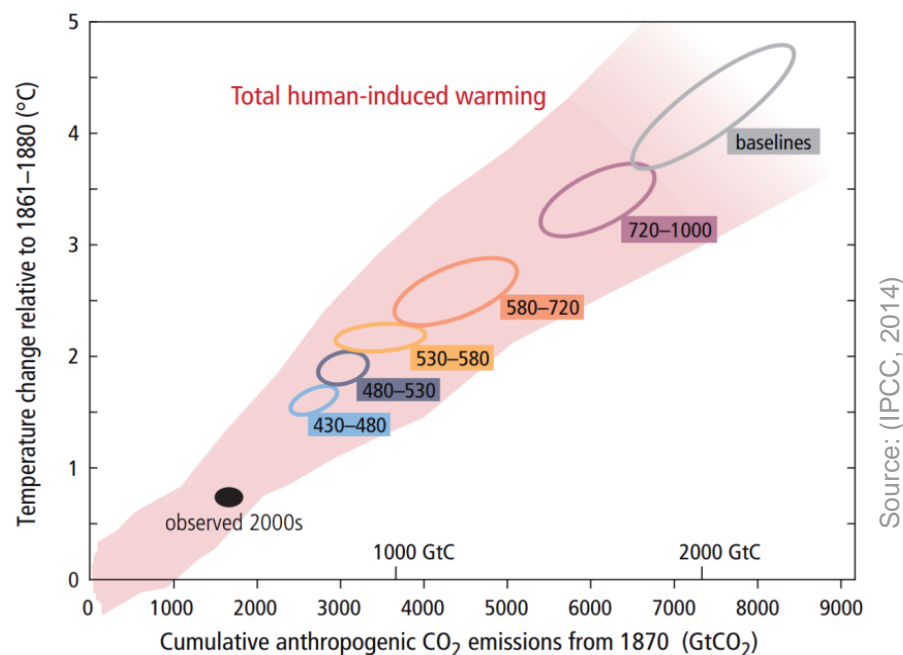


Intro IV : La nécessité d'atténuation des GES

Le défi majeur de la politique climatique internationale est de réduire les émissions de GES bien en dessous de de 2°C (**idéalement 1.5 °C**) par rapport aux niveaux préindustriels.

Afin d'atteindre cet objectif, les concentrations atmosphériques en GES doivent rester inférieures à 450 ppm CO₂-eq. Cependant la concentration en GES en 2011 est déjà estimée à 430 ppm.

Pour avoir une chance d'atteindre cet objectif, il faudrait une réduction des émissions mondiales de 40% à 70% d'ici 2050 par rapport à 2010, et des niveaux d'émission proches de 0 ou inférieures en 2100. (Source: GIEC AR5)



Cela nécessite des mesures d'atténuation **ambitieuses** de la part des pays développés et de ceux en développement, **qui comptabilisent ensemble** aujourd'hui **environ la moitié des émissions mondiales**.



Intro V : La conception politique de l'atténuation des GES

Alors que les négociations se poursuivent pour établir une **architecture globale d'atténuation**, le niveau national doit déjà - avec un appui international - agir sur **l'élaboration et la mise en œuvre des éléments constitutifs de cette architecture d'atténuation**.

Le défi consiste à tenir compte des **besoins mondiaux** afin de limiter l'augmentation de la température moyenne mondiale à 2°C (et idéalement à 1.5°C) et de s'assurer en même temps que les **mesures sont appropriées au niveau national**. Cela se traduit par la mise en œuvre des politiques et stratégies nationales de développement durable, tout en réduisant les émissions de GES et en saisissant les opportunités pour une croissance verte.

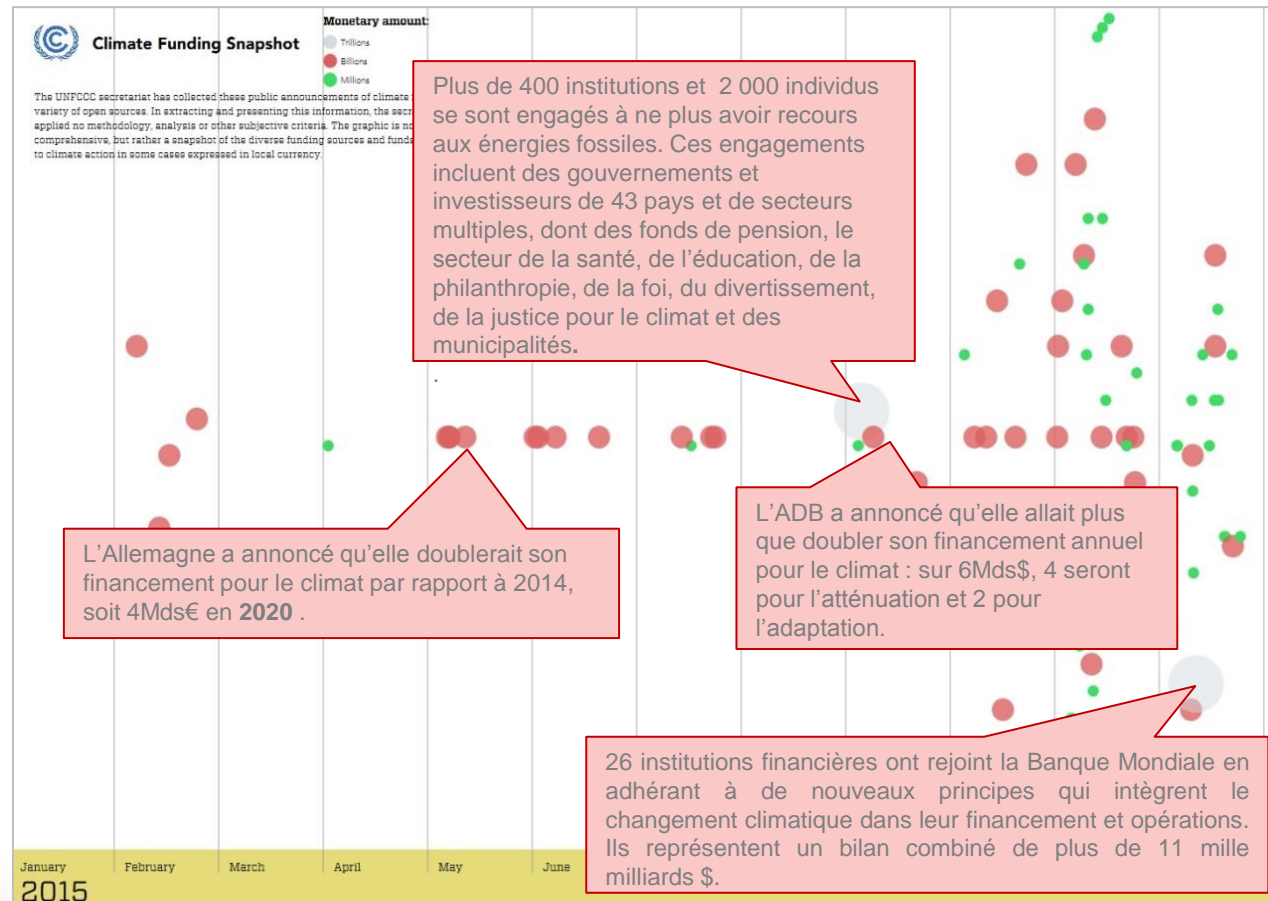
Il reste cependant à établir des modèles nationaux et régionaux complets pour un développement durable et à faible intensité en carbone. Une majorité des Parties, dont des pays en développement, [ont communiqué leurs INDC](#) afin d'atteindre l'objectif de la Convention. La plupart comprennent des NAMA et leurs cibles nationales d'atténuation. Selon l'Accord de Paris, ces INDC (ou NDC à l'avenir) seront mises à jour tous les 5 ans à partir de 2020.



Intro VI : Financer l'atténuation des GES

En 2009 les pays développés se sont engagés à mobiliser conjointement 100 Mds\$ par an d'ici à 2020 à partir de plusieurs sources de financement. Pendant la COP21, les parties ont décidé d'établir un nouvel objectif quantifié commun d'au moins 100 Mds\$ par an jusqu'en 2025.

Dans les mois précédant le sommet de Paris ainsi qu'après, de nombreux gouvernements, organisations internationales et entreprises privées ont annoncé publiquement leur soutien financier en faveur de l'action pour le climat. Les détails sont disponibles ci-dessous :
www.climatefundingsnapshot.com





Intro VII : Qu'est-ce qu'une NAMA

L'histoire derrière
les NAMA

Informations
complémentaires

Les NAMA dans le contexte de la CCNUCC :

- Les négociations suivant le Plan d'Action de Bali se sont conclues lors de la COP18 à Doha. En tant que parties à l'accord négocié, les pays développés entreprendront des Mesures d'Atténuation Appropriées au niveau National (NAMA) dans le contexte du développement durable.
- Les NAMA se réfèrent à toute action qui réduit les émissions des pays développés, soutient le développement durable et est préparée via l'initiative d'un gouvernement national. Elles peuvent être :
 - Une soumission formelle par des parties déclarant l'intention d'atténuer les émissions de gaz à effet de serre (niveau national)
 - Des groupes d'actions détaillées visant à aider un pays à atteindre ses objectifs d'atténuation (niveau d'action individuel)
- Les NAMA sont soutenues et rendues possibles par la technologie, le financement et le renforcement des capacités. Elles ont pour but la réduction des émissions par rapport à un scénario *business as usual* d'ici à 2020.



Intro VIII : LEDS, NAMA, architecture MRV (pré-2020)



Qu'est-ce qu'une
LEDS ?

Qu'est-ce qu'une
NAMA ?

Qu'est-ce qu'un
MRV ?

- **Les Stratégies de Développement Sobres en Carbone (LEDS)** sont des stratégies nationales pour réduire les émissions tout en favorisant le développement durable. Elles fournissent un cadre global pour le développement des Mesures d'atténuation appropriées au niveau national (NAMA).
- Le système de **Mesure, de Rapport (notification) et de Vérification (MRV)** de ces actions est important pour générer la transparence quant à leur efficacité et faciliter la prise de décision.



Intro IX : Comment les NAMA sont-elles liées aux (I)NDC ?

Avantages des NAMA pour les (I)NDC



1. Selon l'expérience, l'information traitée, les capacités et les institutions construites durant la planification et la mise en œuvre des NAMA fournissent une base solide pour le développement des NDC.

2. Les NAMA sont des outils importants et des socles de construction pour la mise en œuvre des NDC.

Plus d'information sur la relation entre les NAMA et les INDC disponible ici :

[Comment les INDC et les NAMA sont-elles liées ?](#)

[NAMA et INDC – Interactions et opportunités](#)

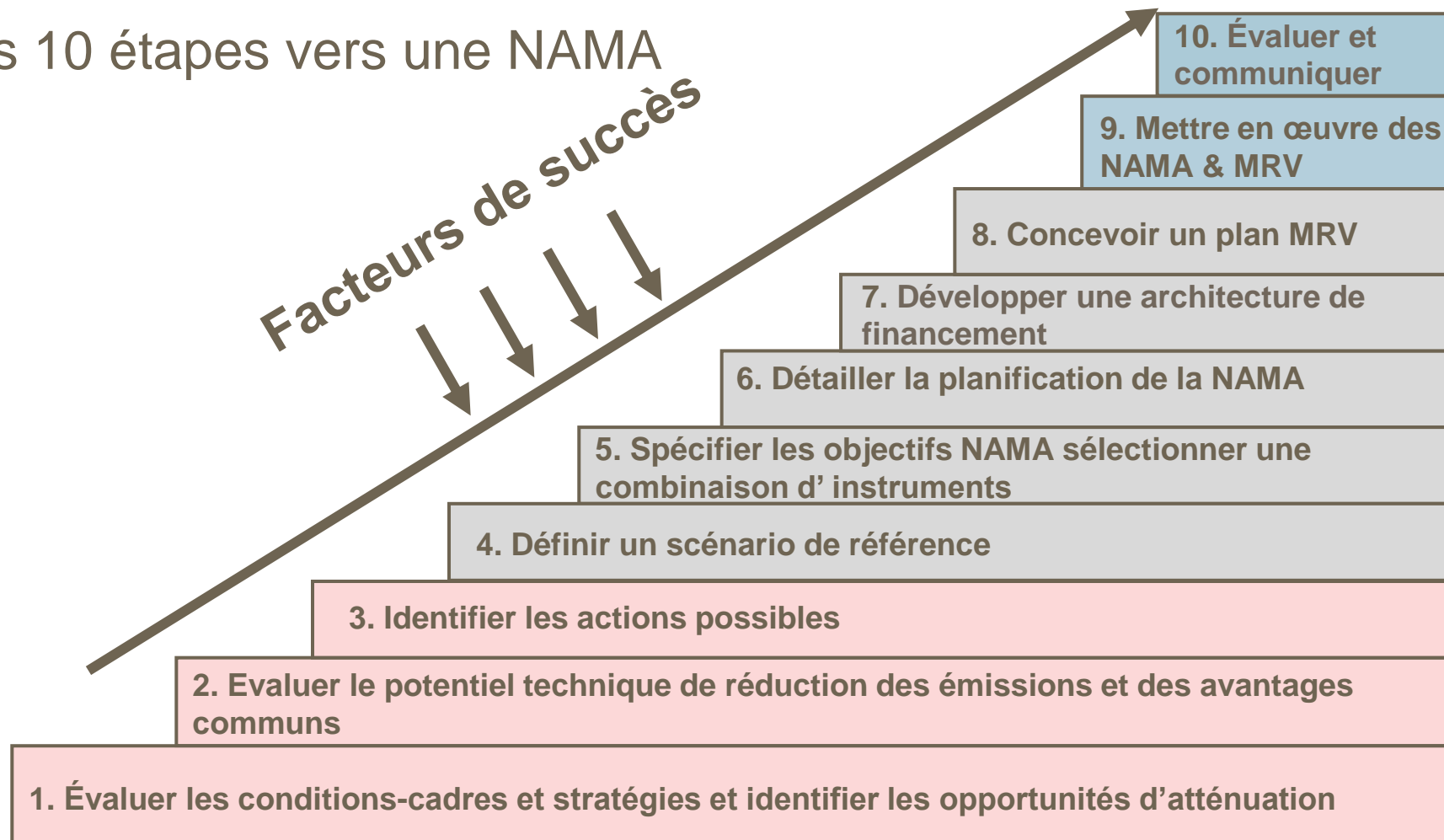
Dans leurs INDC, certains **pays font explicitement référence aux NAMA** comme à des outils pour la mise en œuvre des NDC. Ex: La **Mongolie**.

Que sont les (I)NDCs?



Les 10 étapes vers une NAMA

Facteurs de succès



Naviguez en cliquant sur une étape particulière ou démarrer le tour complet





Facteurs de réussite *(premières leçons)*

**Critères de qualité
pour les NAMA**

Les NAMA individuelles doivent s'inscrire dans une **vision à long terme** et des objectifs clairs. Une NDC ou LEDS permet de s'assurer que les NAMA créent des synergies et se soutiennent mutuellement.

La **disponibilité des ressources** peut être assurée par l'élaboration d'un plan de financement solide, impliquant des investisseurs potentiels dès le début, et avec la NAMA reconnue comme étant de grande qualité par des partisans potentiels. Des études de (pré-)faisabilité peuvent également être utiles pour attirer des financements.

Un **engagement politique de haut niveau** ainsi qu'une **collaboration et une coordination interministérielle** - impliquant le Ministère des Finances en particulier - sont nécessaires et appuient l'ensemble du processus dans la priorisation de l'action, en alignant un recours peu important au carbone avec des objectifs plus larges de développement durable, et en identifiant les sources potentielles de financement public et privé.

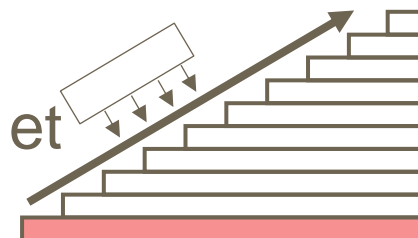
La désignation d'un **organisme responsable** de coordonner les NAMA, la mutualisation des politiques et mesures, l'alignement avec d'autres politiques et stratégies nationales ainsi que la prise en compte des **avantages communs** du développement durable promeuvent une mise en œuvre réussie et effective des NAMA.

Un système **MRV** fort et une **base scientifique et technologique** comprenant des données fiables pour les NAMA individuelles est nécessaire afin de soutenir la planification ainsi que la mise en œuvre et participe à créer un consensus.

Un processus de **participation de la base vers le sommet** (*bottom-up*) des parties prenantes et la prise en compte de l'**expertise locale** de même que le fait de travailler à l'intérieur des pays cibles doivent être soulignés pour créer l'**appropriation**.

L'attention doit être centrée sur le renforcement des **programmes existants** plutôt que sur la création de projets complètement nouveaux.

Le travail en partenariat avec des parties prenantes issues du **secteur public et privé** est important afin d'assurer la mise en œuvre des NAMA.



1. Évaluer les conditions-cadres et stratégies et identifier les opportunités d'atténuation

- Évaluer les **conditions-cadres nationales** pour l'atténuation, y compris le cadre politique et de la gouvernance et des barrières générales pour la mise en œuvre de la politique climatique. Envisager des stratégies nationales pertinentes ou des plans (par ex. des stratégies de développement ou d'énergie) ainsi que des **horizons temporels** dans le processus climatique mondial jusqu'en **2020** (lorsque l'Accord de Paris entrera en vigueur) et au-delà (lorsque les NDC devront être mises en œuvre).
- **Évaluer** de façon ascendante (*bottom-up*) les **lacunes** des **politiques** existantes afin de répondre aux besoins et aux priorités nationales de développement et d'**identifier les mesures nécessaires** pour répondre aux objectifs de réduction des émissions.
- Une NDC fournit le cadre d'atténuation global d'un pays et informe au sujet des objectifs de court et long terme ainsi que des priorités en termes d'actions pour le climat. Elle devrait ainsi guider le développement des NAMA et pourrait déjà inclure des informations au sujet des NAMA en cours et planifiées. Une **LEDS** peut aussi guider le développement et la mise en œuvre des NAMA et contribuer à l'alignement avec les procédures de planification nationale du développement. Si une LEDS est déjà en place, la procédure de développement de la NAMA peut débiter directement à **l'étape 3**.



L'Accord de Paris demande aux pays de formuler et de communiquer des LEDS. Alors que les pays sont encouragés par la CCNUCC à développer des LEDS, il n'existe aucune exigence spécifique de la CCNUCC telles que des lignes directrices quant à leur développement.

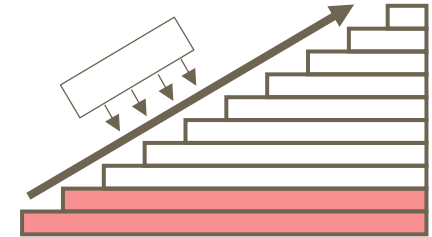
Exemples de
NAMA par type

Outil bilan

Parties prenantes
concernées

Anti-
corruption

L' Outil Bilan de la GIZ permet d'identifier et d'établir des priorités entre les actions d'atténuation.



2. Evaluer le potentiel technique de réduction des émissions et des avantages communs

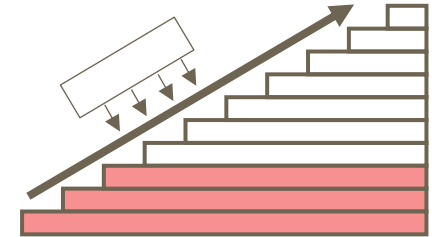
- Évaluer la **réduction des coûts techniques d'émissions potentielles** et des coûts connexes aux niveaux national et sectoriel par le biais des estimations ex-ante, qui devraient être fondées sur l'application de méthodes internationalement reconnues (par ex. [CDM \(MDP\) methodologies](#)) et permettant de quantifier les réductions d'émissions tout comme les coûts et d'éviter le double comptage.
- L'évaluation devrait en outre envisager les **avantages communs**, ainsi que les coûts économiques supplémentaires.
- Assurez-vous d'appliquer une **approche fondée sur la circonspection** ! Vérifiez les coûts communs et les effets négatifs de la NAMA envisagée (assurez-vous d'appliquer une approche ne causant aucun préjudice lorsque vous évaluez en quoi les actions potentielles pourraient affecter négativement les dynamiques locales).

Plus d'information sur les impacts des NAMAS en termes de développement disponibles dans un document du [UNEP Risoe Centre](#).

Outils pour estimer les impacts des NAMA

Types d'obstacles, coûts additionnels et effets négatifs

Impact des NAMA en termes de développement durable



3. Identifier les actions possibles

- Identifier les actions possibles, éventuellement avec l'aide d'une courbe de coût marginal d'abattement et sélectionner une action rentable qui contribue à la réduction pérenne des émissions.
- Conduire une évaluation participative, un planning et des processus de consultation secteur par secteur (par ex. des ateliers pour identifier le potentiel de réduction/gains de développement et de planifier des activités, élaborer et discuter des critères pour des NAMA ambitieuses).
- Hiérarchiser les secteurs et les actions pour les potentielles NAMA, compte tenu des meilleures options disponibles, données fiables et réalistes. - Évaluer la faisabilité technique, financière, politique et socio-culturelle. - Identifier et impliquer les bailleurs de fonds potentiels, discuter des NAMA prévues et de leurs exécutants potentiels.

Le secrétariat de l'UNFCCC et le [Climate Technology Centre and Network \(CTCN\)](#) fournissent une assistance technique pour la préparation des NAMA.

[Des Évaluations des Besoins Technologiques](#) peuvent être utiles afin d'identifier les options NAMA.

Outils pour estimer
les impacts des
NAMA

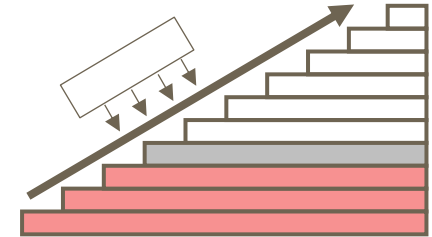
Processus de
priorisation des
NAMA

Critères de sélection
pour le soutien des
NAMA

Assurer la
disponibilité des
ressources

Parties prenantes
d'une NAMA dans le
secteur du logement

Note d'
information sur
les NAMA



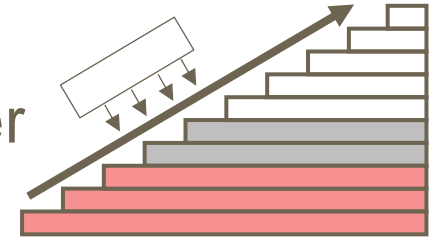
4. Définir un scénario de référence

- Un scénario de référence caractérise l'évolution probable des **émissions de GES** pour une période donnée en l'absence d'évaluation de politique/d'action. Il existe plusieurs types de références, selon la prise en compte ou non de politiques et de mesures existantes. Ces points de comparaison initiaux sont souvent appelés scénarios "business as usual" (BAU).
- Un scénario de référence est un niveau d'émissions qui fournit un **point de référence** pour établir un **objectif** et/ou de **mesurer les progrès**.
- Un scénario de référence pour une NAMA doit aussi inclure des **avantages connexes** non liés aux GES.
- Il peut avoir des buts différents qui doivent être définis en avance : que cherche la NAMA à atteindre (par ex. fixe t-elle une cible ?), ou que se passerait-il en l'absence de la NAMA? (par ex. le niveau de référence mesurera t-il la performance ?)
- Recueillir des données pour mettre en place un point de référence des GES. Définir les limites, envisager les fuites ainsi que l'incertitude faire attention à la réduction des émissions nettes.

Scenario
BAU

Astuces pour
définir un point
de référence

Sources potentielles
de données de
référence



5. Spécifier les objectifs NAMA et sélectionner une combinaison d'instruments

- Formuler des **objectifs NAMA** concrets en lien avec la réduction attendue d'émissions de GES et ses avantages connexes.
- Déterminer le champ sectoriel, temporel et géographique de la NAMA.
- Sélectionner la combinaison de **mesures et instruments** qui doivent être inclus.

Objectifs de
NAMA

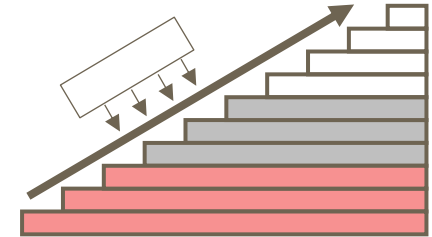
Ensemble
d'instruments pour
NAMA

Exemples de
NAMA par secteurs

Exemples de NAMA
par type

Incitations
économiques

Promotion
technologique



6. Détailler la planification de la NAMA

- **Planifier** les NAMA selon un modèle de NAMA international pour rendre le processus rapide et transparent.
- **Définir le calendrier** des activités/responsabilités pour la mise en œuvre de la NAMA
- **Conceptualiser et concevoir** des NAMA avec l'aide d'un modèle NAMA
- **Développer et appliquer des outils** pour les différentes interventions :
 - a. Planification du cadre politique et création d'un environnement favorable;
 - b. Réglementation et mise en place d'institutions appropriées;
 - c. Incitations économiques pour former des structures appropriées;
 - d. Production et diffusion des informations pertinentes;
 - e. Promotion des investissements dans les technologies de mise en œuvre;
 - f. Evitement des impacts négatifs potentiels de la NAMA

Dans l'élaboration détaillée des NAMA, les manuels NAMA spécifiques au secteur existants peuvent être des références utiles pour l'application des instruments appropriés.

Modèle de
NAMA

Instruction pour
développeurs de
NAMA

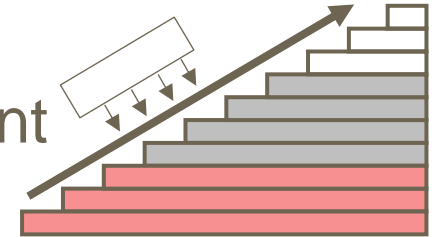
Incitations
économiques

Promotion de
la
technologie

Gestion du
risque

Anti-
corruption

Plateformes de
partage de
connaissances



7. Développer une architecture de financement

- Élaborer un **business plan** professionnel en collaboration avec ceux qui sont chargés de la mise en œuvre pour présenter les NAMA à d'éventuels bailleurs du public/privé.
- Le processus de conception des NAMA devrait pro-activement faire participer le **secteur privé** et éliminer les obstacles à son implication (par ex. organisation des tables rondes public-privé).
- Selon la structure des coûts et des sources de revenus, la majeure partie du financement des NAMA devra provenir de **sources intérieures** à travers la création d'incitations économiques (par ex. taxe sur le carbone). Les NAMA doivent faire partie intégrante des stratégies et plans nationaux.
- Si les ressources privées et domestiques ne suffisent pas, identifier les besoins en matière de **technologie/renforcement des capacités/appui financier** ainsi que des sources potentielles pour cet appui.
- Le **financement international pour le climat** jouera un rôle catalyseur. La participation du secteur privé sera nécessaire pour répondre aux besoins de financement. Les marchés du carbone peuvent aussi être un mécanisme pour attirer des ressources pour les NAMA.

Les NAMA individuelles peuvent différer dans leurs besoins d'appui et l'aide internationale peut différer sur l'adéquation en termes d'assistance technique ou financière.

Les seules sources dédiées au financement des NAMA en 2016 sont le [GCF](#) et la [NAMA Facility](#).

Incitations

Options de
financement

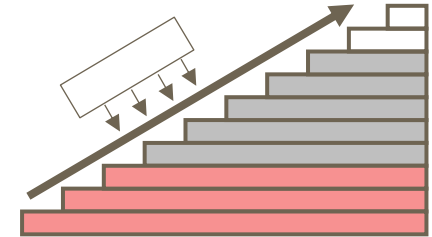
Élaborer un plan de
financement

Obstacles à
l'investissement

Obstacles au
financement des
NAMA

Critères de
sélection pour le
soutien aux NAMA

Impliquer le
secteur privé



8. Concevoir un plan MRV

- A travers la CCNUCC il existe actuellement des directives au sujet de **notifications** (Biennial Update Reports, BUR) et **vérifications** (International Consultation and Analysis, ICA) réguliers des informations sur l'atténuation au niveau national (pertinence, transparence), la composition des Equipes d'Experts Techniques afin d'entreprendre l'analyse technique des BUR et sur des directives générales pour MRV de NAMA afin d'établir des systèmes MRV nationaux.
- En prenant cette supervision en compte, les plans MRV pour NAMA doivent inclure les procédures, méthodologies, responsabilités clairement définies et l'expertises nécessaires, qui conviennent aux parties impliquées et facilitent le suivi de leurs impacts par les BUR. La préparation régulière d'inventaires de GES fournit une base adéquate pour le MRV.
- L'Accord de Paris a établi un système commun de transparence pour tous les pays. Il entrera en vigueur en 2020. D'autres procédures, lignes directrices etc. sont actuellement négociées.
- Les expériences issues de la coopération en matière de développement (suivi de projet), de secteurs (mesurer et rendre compte) et de CDM (MDP) (vérification) offrent une expérience précieuse pour les développeurs de NAMA.

Les pays doivent soumettre leurs BUR et les soumettre à l' ICA.

La GIZ a développé un Outil MRV et un modèle BUR



En cours de négociation avec la CCNUCC

Directives ICA

Pourquoi les MRV ?

Concevoir un plan MRV

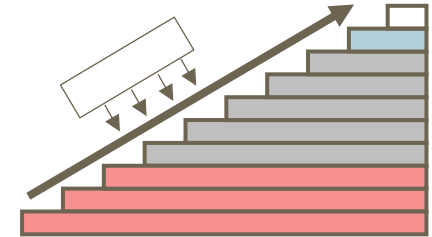
Suivi de projet indicateurs et chaînes d'impact

Mesurer : une NAMA pour le logement au Mexique

Directives BUR

Rapport : le secteur du ciment en Afrique du Sud

Vérification : Leçons de CDM (MDP)

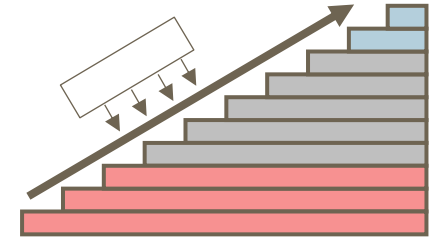


9. Mettre en œuvre des NAMA & MRV

- Dès que la **mise en œuvre** sera en cours, un calendrier pour les interventions prévues devrait être suivi, la gestion financière et organisationnelle effectuée, et les progrès contrôlés.
- Le plan des MRV qui a été convenu lors de la phase de conception de la NAMA (voir étape 8) doit être opérationnalisé pour **mesurer, rapporter (notifier) et vérifier, a posteriori les réductions d'émissions**, ainsi que d'autres aspects MRV-ables de la NAMA, comme ses avantages communs.
- Alors que l'élaborateur de NAMA peut avoir eu la responsabilité de conception du plan MRV pour une NAMA, le/la chargé(e) de la mise en œuvre de la NAMA devrait réaliser le plan MRV.
- Au cours du processus de conception des MRV, il aurait été décidé **quoi** mesurer, **comment** le mesurer, **quand** le mesurer et **qui** devrait le mesurer. Les réponses à ces quatre questions peuvent être utilisées pour mettre en place un plan de mise en œuvre pour cette étape.

La GIZ a développé un [Outil MRV](#) et un [modèle BUR](#).

Un plan de mise en œuvre des MRV
pour la NAMA dans le secteur du
logement au Mexique



10. Évaluer & communiquer

- Engager un processus d'apprentissage en lançant une action rapide et en acquérant de l'expérience sur le terrain dans l'élaboration et la mise en œuvre des NAMA. Identifier les meilleures pratiques et les partager avec les pairs ainsi que pendant les négociations internationales sur le climat. Identifier les leçons apprises au cours de la procédure (propres et diverses expériences) et améliorer les procédures continuellement.
- Des **leçons** peuvent être tirées de :
 - Annexe I : mise en œuvre de politiques et de mesures par les pays
 - Annexe I : exigences relatives aux rapports, par ex. MRV des politiques et des mesures
 - Mise en œuvre du MDP et des programmes d'activité au titre du MDP (alors que les NAMA vont clairement au-delà des projets individuels et ne sont pas nécessairement liées au marché international du carbone).
- Le **Registre NAMA de la CCNUCC** vise à améliorer la transparence en suivant les actions d'atténuation et en permettant de répondre aux besoins des pays hébergeant des NAMA avec le soutien de pays développés. Puisque la soumission au registre est volontaire, un pays peut décider d'utiliser le registre comme un moyen d'attirer l'aide internationale ou de mettre en valeur internationalement les NAMA qui peuvent être mises en œuvre.

Conseils pour les
développeurs de
NAMA

Le registre
CCNUCC
NAMA



Recommandations pour une structure institutionnelle visant le développement d'une NAMA

En plus du processus d'élaboration des NAMA en 10 étapes, les gouvernements devraient évaluer les **structures institutionnelles existantes** et décider si le pays a besoin d'une **organisation désignée** pour faciliter le développement et la mise en œuvre des NAMA.

Il n'existe **aucune exigence officielle** pour une telle structure institutionnelle. **Exploiter les capacités existantes** peut renforcer l'**appropriation**.

- Ces structures organisationnelles pourraient être un nouveau mandat pour une institution existante ou un comité interinstitutionnel. Il est nettement préférable que les structures organisationnelles soient fondées sur des structures existantes et non mettre en place de nouvelles institutions.
- La structure organisationnelle devrait idéalement avoir un rôle de facilitateur plutôt que de diriger l'élaboration des NAMA du haut vers le bas (*top-down*), ce qui pourrait être inefficace. Le processus d'élaboration des NAMA devrait impliquer une variété de parties prenantes et d'activités dans le pays. La structure organisationnelle devrait mettre en réseau les différents ministères concernés.
- Pour un exemple de coopération interministérielle, entre plusieurs Ministères de tutelle dans les MRV des NAMA en Indonésie, veuillez consulter le [Recueil de référence des NAMA](#), (2012), p. 35.

Exemples de coopération interministérielle en Indonésie : [NAMA Sourcebook](#), p. 35. and [Global Good Practice Analysis](#).

Rôles organisationnels pour le développement et la mise en œuvre des NAMA

Exemple de développement institutionnel

Questions directrices pour l'évaluation institutionnelle

Mesures d'atténuation appropriées au niveau national (NAMA)

Étapes de passage d'une NAMA d'une
simple idée à la mise en œuvre

Fin de la présentation

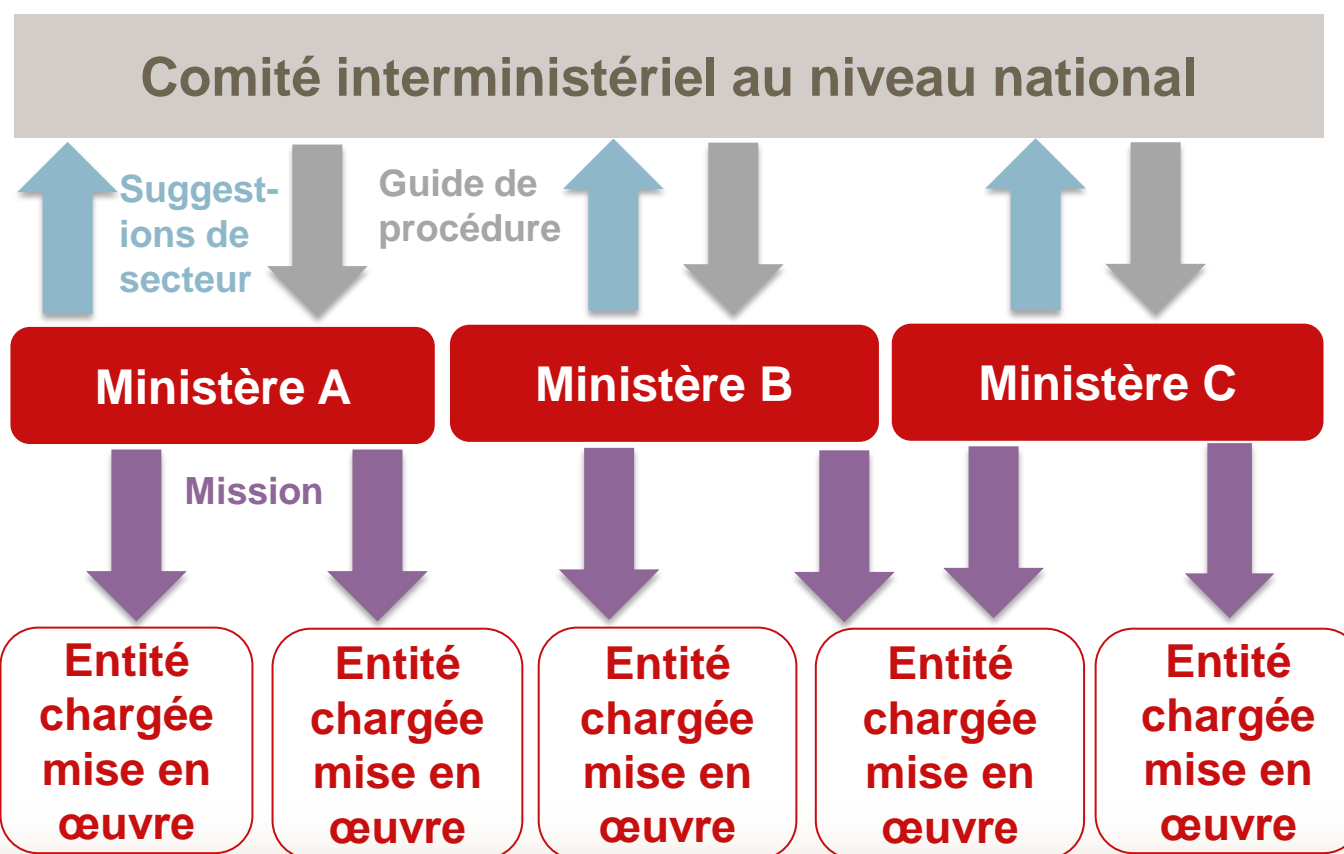
Contenu

- Retour au menu principal -



Option pour une mise en place institutionnelle visant le développement d'une NAMA

Institutions & procédures



Fonctions assignées

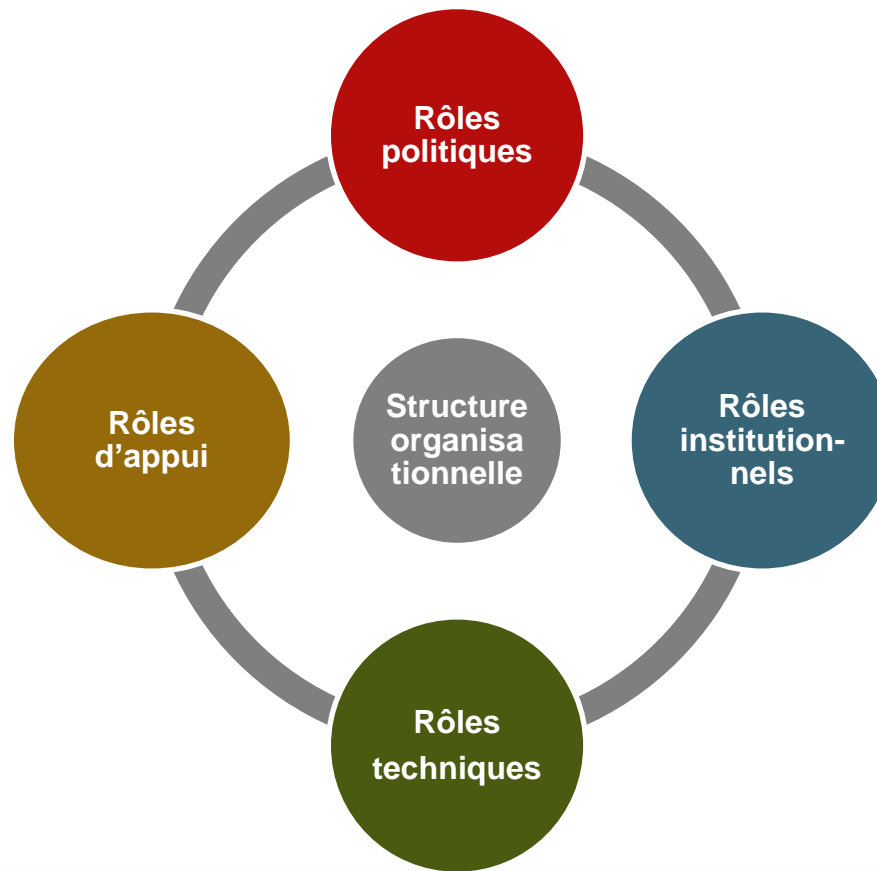
Fonctions politiques, de facilitation, et de représentation

Étapes 1-3: identifier des opportunités d'atténuation; évaluer coûts/avantages potentiels des émissions techniques; sélectionner des idées de NAMA

Étapes 4-8: point de comparaison, planning détaillé, financement MRV, mise en œuvre M&E, communication

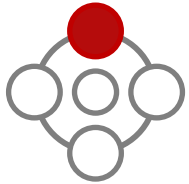


Les rôles possibles d'une structure organisationnelle pour l'élaboration et la mise en œuvre des NAMA





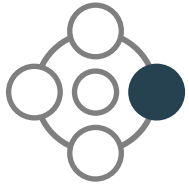
Rôles politiques



- Vérifier la pertinence nationale des actions prévues
- Evaluer les politiques et mesures pertinentes
- Créer des incitations à l'investissement
- Définir des priorités pour la mise au point des NAMA
- Accroître la visibilité et la prise de conscience au sujet des mesures d'atténuation
- Promouvoir un soutien et un leadership politique de haut niveau



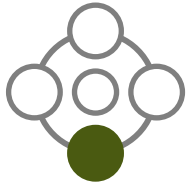
Rôles institutionnels



- Assurer la liaison avec la CCNUCC
- Assurer la liaison avec les secteurs public et privé
- Partager des connaissances / gérer les informations
- Assurer la coordination entre les ministères concernés / les entités infranationales



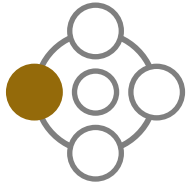
Rôles d'appui



- Identifier les options de soutien incluant le financement, la technologie et le renforcement des capacités
- Instaurer un dialogue public-privé et promouvoir les partenariats public-privé
- Entreprendre des activités de sensibilisation et assurer la liaison avec les potentiels organismes nationaux et internationaux d'assistance/ les investisseurs afin de faciliter l'adéquation de l'appui avec les NAMA
- Identifier et promouvoir des mécanismes de financement public pertinents qui pourraient catalyser les investissements privés (par exemple les accords de garantie des investissements)



Rôles techniques



- Contribuer à l'établissement de niveaux de référence et des projections
- Réaliser des analyses coûts-avantages
- Etablir des normes nationales pour les MRV des NAMA
- Veiller au respect des exigences en matière de MRV
- Gérer les défis techniques
- Lier les NAMA aux objectifs nationaux de développement



Questions directrices pour l'évaluation institutionnelle

- Quelles sont les capacités techniques dont le pays a besoin pour les NAMA ?
- Quelles sont les capacités de gestion financière dont le gouvernement a besoin pour les NAMA ?
- Quelles sont les capacités en matière de S&E dont le gouvernement a besoin pour piloter le processus des NAMA ?
- Quelles procédures doivent être instituées pour gérer et assurer le suivi du processus des NAMA ?
- Quelles sont les institutions qui pourront apporter un leadership suffisant pouvant amorcer le processus des NAMA ?
- Quelles sont les dotations en ressources dont les institutions ont besoin dans le cadre du processus des NAMA ?
- Comment les coûts (à long terme) des NAMA pourront-ils être financés avec une intervention publique minimale ?
- Quelles relations devrait-on établir avec d'autres institutions pour gouverner le processus des NAMA ?



Que sont les (I)NDC ?

Les Contributions prévues déterminées au niveau national (INDCs) mises en avant par les pays ont constitué **un apport clé dans le cadre des négociations** qui ont conduit à l'Accord de Paris de 2015. Elles ont informé au sujet des actions climatiques qu'un pays souhaite entreprendre (inconditionnellement ou à condition de recevoir un soutien).

Selon l'Accord de Paris, les parties devront soumettre des Contributions Déterminées au niveau National (NDC) **tous les cinq ans** à partir de 2020, qui « représenteront une progression claire » allant au-delà des NDC précédentes.

Les (I)NDC devraient inclure des **informations clés** portant sur la cible et le champ des (I)NDC, les méthodologies et hypothèses, considérations sur la justesse et l'ambition etc. (appelée information complémentaire, [para. 14 Dec. 1/CP.20](#)), qui rendent l'INDC transparente; des conditions supplémentaires en matière d'information afin d'effectuer un compte-rendu des NDC seront définies au cours des négociations.

Exemples de composantes d'une NDC : objectifs d'émissions nationales de long terme; cibles d'émissions nationales de court terme, cibles sectorielles, mise en avant de projets et de politiques d'atténuation, (dont NAMAs); explications et besoins en matière de soutien international pour l'atténuation.

Le secrétariat de la CCNUCC publie l'ensemble des INDC soumises [ici](#).



L'histoire derrière les NAMA

Protocole de Kyoto :
réduction des
émissions de 5% d'ici
à 2012 par rapport à
1990

Plan d'Action de Bali :
Mesures d'Atténuation
Appropriées au niveau
National (NAMA)
effectuées d'une manière
mesurable, rapportable,
vérifiable (MRV)

Cancún: les NAMA dans le
contexte du développement
durable, variation des émissions
par rapport aux émissions
« business as usual » en 2020.

1992

1997

2007

2009

2010

2011

CCNUCC (Rio) :
« responsabilités
communes mais
différenciées » de
mitiger les
émissions de GES

Copenhague : les NAMA soutenues
internationalement doivent être conservées dans
un registre de la CCNUCC avec l'appui pertinent.
Des actions seront ajoutées à l'annexe II.

Durban :
Décision de créer
un registre NAMA

Doha à Lima (2012-14) : programme de travail de 2 ans afin
d'améliorer la compréhension de la diversité des NAMA.



Outils connexes

L'outil NAMA a été développé dans le cadre d'un ensemble d'outils visant à promouvoir le développement sobre en carbone, la production et la diffusion d'informations transparentes. À cette fin, pour les utilisateurs de l'outil NAMA, cela pourrait être utile de consulter les trois autres outils, à savoir :

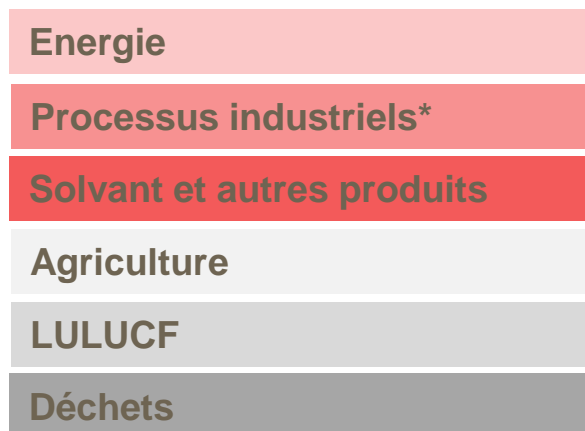
- **L'outil de stratégies de développement sobres en carbone Strategy (LEDS)** guide les utilisateurs à travers un processus en six étapes, depuis la conceptualisation du développement à faibles émissions à la mise en œuvre de la stratégie.
- **L'outil de Mesure, Rapport (notification) et Vérification (MRV)** présente trois « types » de MRV qui devraient être pris en compte lors de l'élaboration des systèmes de surveillance permettant de suivre les progrès vers l'atteinte des objectifs d'atténuation :
 - MRV des émissions
 - MRV des mesures d'atténuation (NAMA)
 - MRV du soutien reçu
- **L'outil bilan** est un outil analytique pour l'identification de l'action mise en priorité pour les systèmes MRV nationaux incluant les LEDS et NAMA. Il vise à soutenir les pays dans l'évaluation de l'architecture actuelle d'atténuation.



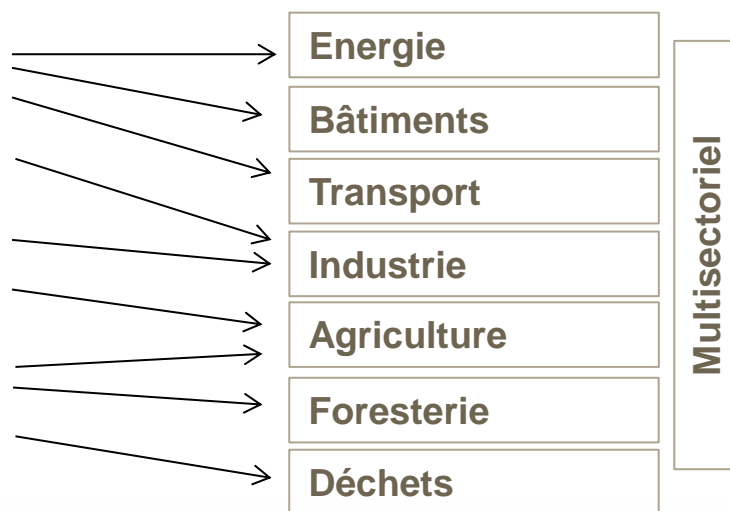
Liste d'exemples de NAMA par secteur

Le GIEC suggère de catégoriser les émissions de GES selon 6 secteurs d'émissions (ci-après « secteurs du GIEC »). Le registre NAMA fournit une catégorisation de secteurs d'action d'atténuation légèrement différente. Cette dernière a tendance à suivre davantage les responsabilités sectorielles des ministères de tutelle en divisant le secteur de l'énergie.

Secteurs du GIEC



Secteurs du Registre NAMA



L'[Analyse Globale des Bonnes Pratiques](#) du Partenariat International pour l'Atténuation et les MRV et le UNDP LECB présente différents exemples de bonnes pratiques pour des actions d'atténuation issues de secteurs variés.





Liste d'exemples de NAMA par type

NAMA basée sur un environnement propice / des politiques :

- Tarifs de rachat
- Lignes directrices relatives aux marchés publics
- Réductions / exonérations d'impôt
- Normes de construction
- Systèmes d'étiquetage
- Suppression des subventions allouées aux énergies non renouvelables

L'implication des gouvernements est une condition préalable nécessaire à la mise en œuvre des NAMA. Les NAMA devraient toujours inclure un volet politique afin de façonner les conditions-cadres favorables au climat et de faciliter le changement transformationnel.

NAMA basée sur des objectifs :

- Objectifs en matière d'efficacité énergétique
- Emissions en dessous du BAU ou Statu quo
- Objectifs de réduction d'émissions de GES
- Objectifs d'énergies renouvelables
- Objectifs d'atténuation

NAMA basée sur un projet :

- Réduction des émissions de sources ponctuelles
- Mesures d'efficacité énergétique
- Interventions directes pour éviter les émissions





Liste d'exemples de potentielles NAMA par secteur : **Energie**

- Passage du charbon aux carburants faibles en carbone dans la production d'énergie
- Prix préférentiels garantis pour l'électricité issue de sources d'énergies renouvelables (ER)
- Promotion de la combinaison de la chaleur et de l'électricité (cogénération)
- Programmes d'amélioration de l'efficacité énergétique (EE)
- Codes de construction pour une isolation améliorée
- Plans de soutien pour des technologies ER/EE individuelles, par ex. :
 - Programmes de remplacement de chaudières individuelles par des chauffe-eau solaires
 - Programmes de labelling et standards de performance énergétique minimum pour les appareils domestiques

Pour plus d'information sur les NAMA dans le secteur de l'énergie consultez le [guide IRENA sur les Mesures d'Atténuation Appropriées au niveau National en matière d'énergie renouvelable](#).



Liste d'exemples de potentielles NAMA par secteur :

Transport

Eviter

- Planification de l'utilisation des terres en zone urbaine
- Développement économique autour des corridors ferroviaires
- La logistique verte pour éviter la circulation des véhicules à vide
- La réduction des subventions / (de la taxe sur les carburants)

Changer

- Le transport public de qualité
- Promotion du transport non motorisé
- Le péage urbain
- La gestion du stationnement

Améliorer

- Les normes d'économie de carburant
- Les normes d'économie de carburant
- La campagne sur l'éco-conduite (conduite écologique)

Pour plus d'informations sur les potentiels avantages communs des NAMA dans le secteur du transport, veuillez consulter le [Recueil de références des NAMAS](#), (2012), p.28

Pour plus d'informations sur la planification détaillée des activités liées aux NAMA dans le secteur du transport, veuillez consulter le manuel "[Navigating Transport NAMAs](#)".



Liste d'exemples de NAMA par secteur : **Industrie**

- Programmes *Top runner*
- Procédure améliorée de ciment
- Production améliorée de charbon de bois
- Promotion de la mise à niveau des technologies sectorielles
- Retrait accéléré des usines ou technologies anciennes et obsolètes
- Fin du recours aux gaz HFC dans le secteur de la réfrigération, climatisation & de les mousse (refroidissement et isolation) et introduction d'alternatives respectueuses de l'environnement à la place du gaz HFC.

Pour plus d'informations sur les NAMA dans les secteurs de la réfrigération, de la climatisation et des mousses , consultez le [guide](#) suivant de la GIZ.



Liste d'exemples de NAMA par secteur : **Agriculture**

- Réduire les émissions issues de l'exploitation agricole
 - Améliorer la gestion des terres cultivées (ex. : combustion réduite)
 - Réduire les émissions de méthane (ex. : à travers des changements dans la gestion du bétail)
 - Réduction de l'oxyde de nitrogène (ex. : à travers la gestion du fumier et un usage optimisé de fertilisants nitrogène)
- Renforcer les absorptions / la séquestration du carbone
 - Augmenter la teneur en matière organique des sols
 - Augmenter la matière organique végétale
 - Réhabilitation des tourbières et des zones humides à usage agricole
- Éviter les émissions
 - Accroissement de l'efficacité des équipements et des exploitations agricoles, réduction de la consommation de carburant
 - Utilisation d'énergies alternatives
 - Utilisation de déchets de biomasse pour l'énergie de l'industrie agro-alimentaire ou pour la production d'électricité

Pour les étapes à suivre pour le calcul des émissions du secteur agricole en Indonésie, veuillez consulter le [Recueil de références des NAMA](#), (2012), p. 53.

Pour plus d'informations sur le développement des NAMA dans le secteur AFOLU consultez l'outil FAO [NAMAs in the agriculture, forestry and other land use sector](#).



Liste d'exemples de NAMA par secteur : **Secteur Forestier**

- Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation
- Boisement / reboisement (Veuillez vous référer aux définitions de la CCNUCC) : http://cdm.unfccc.int/Reference/Guidclarif/glos_CDM.pdf)
- Gestion des terres dégradées / restauration des paysages
- Gestion améliorée / durable des forêts
- Conservation des forêts
- Amélioration de la réduction des GES à travers des puits forestiers
- Réduction / Prévention des feux de forêts
- Augmentation des zones urbaines vertes

Veuillez noter qu'il existe des recoupements possibles avec les initiatives pour réduire les émissions issues de la déforestation et de la dégradation forestière (REDD+). Pour une comparaison de ces deux concepts consultez : '[NAMAs and REDD+](#)' (2013)

Pour plus d'informations sur le développement des NAMA dans le secteur AFOLU veuillez consulter l'outil FAO sur les [NAMAs in the agriculture, forestry and other land use sector](#).

Recommandations sur les NAMA & REDD+



Liste d'exemples de NAMA par secteur : **Déchets**

- Améliorer le cadre législatif et l'application des lois
- Minimisation des déchets grâce à un emballage réduit et augmentation de la réutilisation et du recyclage des produits
- Sensibiliser davantage les ménages, les PME, les industries
- Augmenter le taux de recyclage et de compostage
- Minimisation des décharges grâce au traitement et à l'incinération
- Augmenter la capture du méthane et la production d'énergie à partir des déchets
- Réduire l'élimination illégale des déchets, augmenter les décharges contrôlées
- Gestion des eaux usées

Pour de plus amples informations sur l'évaluation ascendante (bottom-up) des options technologiques pour les NAMAs liées à la gestion des déchets solides dans le cas des Philippines, veuillez consulter le [Recueil de références des NAMA](#), (2012), p. 53.

Pour un planning détaillé des activités de NAMA en matière de déchets municipaux voir le [Guidebook for the Development of NAMAs on Sustainable Municipal Waste Management](#).

Pour plus d'informations sur les inventaires de GES dans le secteur des déchets, veuillez vous référer à [l'étude suivante](#).



Liste des exemples de NAMA par secteurs : **multisectoriel**

- Elimination des subventions de carburants fossiles
- Taxation des carburants fossiles (selon la teneur en carbone)
- Procédés d'échanges de GES à travers l'ensemble des secteurs pertinents
- Cadre multi-secteur et cibles
- Financement de projets, recherche et développement
- Développement urbain et régional et action d'atténuation d'utilisation de la terre



Outils permettant d'estimer les impacts attendus des NAMA

Les **courbes MAC** classent les options technologiques suivant les coûts et les possibilités d'atténuation. Elles pourront donc être utiles dans le choix et la hiérarchisation des options d'atténuation. Lorsqu'on interprète les courbes MAC, il est important de tenir compte des **réserves** qui y sont soulevées, telles que :

- la non prise en compte des avantages connexes
- le peu ou l'absence d'indication des coûts institutionnels, de transaction et de mise en œuvre ou des obstacles du marché.
- l'incapacité à saisir les impacts des politiques climatiques sur les agents, les secteurs ou les groupes de revenu

L'outil MAC développé par la Banque mondiale

Politique et standard d'action développé par WRI : utilisé pour l'estimation ex-ante des réductions d'émissions directes de projets planifiés qui peuvent être particulièrement utiles dans la communication avec des financeurs potentiels.

Il existe divers outils qui aident à l'évaluation des impacts/avantages connexes des NAMA en termes de développement durable, par ex. l'outil **Development Impact Assessment (DIA) tool**, **CDM SD Tool** et **NAMA SD Evaluation Tool**. Vous trouverez [ici](#) un aperçu d'une série d'outils et de leurs atouts.(pp 5-15).





Catégories des parties prenantes

Chaque pays devra décider individuellement qui doit participer au processus de planification d'une LEDS, en tenant compte par exemple du genre, des groupes ethniques et autochtones. Les parties intéressées n'ont pas besoin d'être mandatées mais doivent être au fait de leurs secteurs respectifs.

Les leaders, les retardataires, les pionniers et les réfractaires devraient tous être inclus. C'est seulement après avoir examiné toutes les différentes raisons qu'on pourra surmonter la résistance aux changements.

Le processus est important ! L'implication des différentes parties prenantes est essentielle pour obtenir un bon résultat. Les preuves sont essentielles pour convaincre et mobiliser les acteurs. Les soutiens sont nécessaires.

De manière générale, les parties prenantes devraient comprendre les **représentants des catégories suivantes** :

- les autorités régionales
- les grands émetteurs
- le secteur privé
- les ONG locales, nationales et internationales engagées
- les bailleurs de fonds potentiels et les institutions internationales d'assistance
- les organisations fournissant une assistance technique
- les universités
- le monde du travail
- tous les ministères concernés par le développement à faible émission

Plus d'informations sur l'implication des parties prenantes [ici](#).



Lutte contre la corruption

Risques de corruption

- Manipulation des soumissions d'offres et corruption dans la passation des marchés publics
- Népotisme dans les nominations ou l'attribution de contrats
- Complicité et extorsion dans les processus réglementaires/audits
- D'autres exemples de risques de corruption peuvent être trouvés [dans le glossaire anti-corruption U4](#)

De plus amples informations sont disponibles à l'adresse suivante : anticorruption-program@giz.de

Indices de
gouvernance

Conception d'un
processus transparent

Moyens de lutte

- Conclure des [pactes d'intégrité](#) dans la passation des marchés publics
- Adopter des [codes de conduite](#) pour les agents publics, incluant des politiques liées aux conflits d'intérêts, et des critères transparents pour leur nomination
- Veiller à ce que la réglementation/l'autorisation liée à la NAMA soit placée sous l'autorité d'une institution indépendante dotée d'un solide [système de gestion de l'intégrité](#)
- D'autres outils sont disponibles dans le référentiel anticorruption de l'ONU et au [Global Infrastructure Anti Corruption Centre](#)



Indices de gouvernance

Indices de gouvernance plus larges :

L'indice de transformation Bertelsmann (ITB)

- analyse la qualité de la démocratie, de l'économie de marché et de la gestion politique
- les rapports approfondis des pays peuvent être utilisés pour évaluer l'état/défis liés à leur transformation

Indicateurs de gouvernance concrets (AGI) par la Banque mondiale

- collecte d'indicateurs désagrégés mettant l'accent sur divers aspects spécifiques de gouvernance
- « la gouvernance en bref » donne un précieux aperçu de la situation de la gouvernance d'un pays

Indicateurs de gouvernance mondiale (WGI) par la Banque mondiale

- highly aggregate data of 218 countries for 6 dimensions of governance

Corruption et indices d'intégrité :

Indice de Perception de la Corruption (IPC) par Transparency International

- mesure la corruption dans les administrations et fournit une idée plus claire du degré de corruption

Baromètre mondial de la corruption (BMC) par Transparency International

- permet d'effectuer une comparaison entre pays et régions au fil du temps
- permet d'effectuer une analyse détaillée selon des institutions ou critères démographiques (âge, sexe...)

Rapport de Global Integrity par Global Integrity

- utilise le cadre juridique de lutte contre la corruption, la mise en œuvre et l'application effectives des cadres
- permet de déterminer si les citoyens peuvent accéder à des moyens de protection contre la corruption



Outils pour évaluer la gouvernance et les risques de corruption au niveau sectoriel

Évaluation de la gouvernance

- Analyse d'économie politique
 - Rapport de force, acteurs, intérêts, structures de prise de décision, etc.
- Guide du Giz sur la gouvernance des secteurs
 - Questions fondamentales de gouvernance
 - Principes de bonne gouvernance appliqués
 - Thèmes pertinents liés à la gouvernance

Analyses de risques de corruption

- Analyse des risques basée sur les acteurs
 - Quels intérêts, intentions cachées, relations officielles/officieuses ont les principaux acteurs ?
 - Quel type de corruption pourrait s'opérer entre ces acteurs ?

- **Analyse des risques basée sur les processus**

- Quels sont les processus de base dans un secteur (exemple: financement, réglementation, prestation de services)?
- Quel type de corruption pourrait s'opérer entre ces acteurs ?

- **Evaluation institutionnelle**

- Mettre l'accent sur les risques ou l'intégrité au sein d'une institution

- **Activités de lutte contre la corruption**

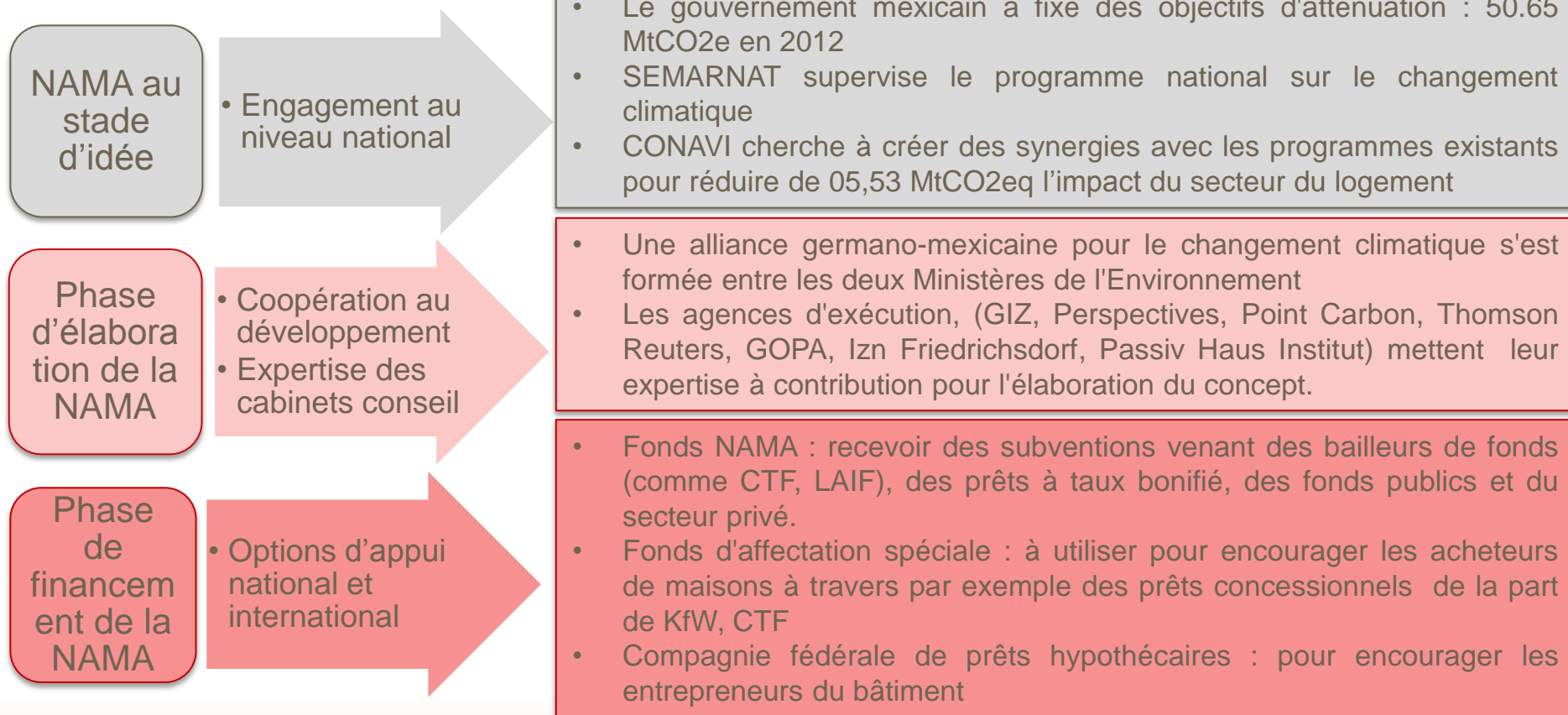
- Ateliers au format participatif
- Analyse des risques de corruption spécifiques et planification des activités de lutte contre la corruption

Further information:
anticorruption-program@giz.de



Schéma des parties prenantes d'une NAMA relative au secteur du logement au Mexique

Pour plus d'informations sur cette NAMA cliquez [ici](#) et visiter le [site internet de la NAMA](#)





Processus de priorisation des NAMA

Afin de faciliter un processus de prise de décision informé au sujet du développement d'une NAMA dans un pays, une priorisation participative des différentes options de NAMA suivant des critères de sélection préalablement discutés, est fortement recommandée. Ce processus peut être conduit ainsi :

- Étape 1: Réunir les parties prenantes à la NAMA autour de la table
- Étape 2: Mettre toutes les idées de NAMA, dont toutes les informations/données disponibles sur la table
- Étape 3: Définir votre ensemble d'objectifs pour la NAMA
- Étape 4: Définir votre ensemble de avantages connexes issus de la NAMA
- Étape 5: Évaluer les objectifs et avantages connexes
- Étape 6: Établir les objectifs et avantages connexes
- Étape 7: Revoir les résultats de l'exercice de priorisation

Une description plus détaillée des étapes et des aspects à prendre en compte dans le processus de priorisation de la NAMA peut être trouvé [ici](#).

Pour un exemple de collaboration permettant d'établir un ordre de priorité et sélectionner des actions d'atténuation au Liban consultez le [Global Good Practice Analysis](#).



Astuces pour définir les niveaux de référence

Connaître les variables de la définition des niveaux de référence :

- **Domaine** : projet, programme, sous-secteur, secteur, pays, technologie
- Le niveau de référence devrait tenir compte de tous les gaz définis par la CCNUCC (CO₂, CH₄, N₂O, SF₆, PFCs, HFCs, NF₃) et utiliser les potentiels de réchauffement global du GIEC.
- **Paramètres ou indicateurs** : Emissions absolues de GES ou CO₂; émissions relatives aux GES (ex. : intensité des émissions); paramètres indirects (ex. : les capacités des énergies renouvelables en MW, m³ de stock forestier ou les aspects qualitatifs tels que les capacités d'atténuation, les avantages communs)
 - Lors du choix des indicateurs indirects, se demander s'il sera opportun de « convertir » les résultats en réduction de GES avec les facteurs d'émission !
- **Données historiques** : une seule période (ex. : une année); plusieurs périodes (ex. : une moyenne sur plusieurs années)
- **Hypothèses futures** : continuation présumée des émissions historiques (projet); taux d'accroissement continu des émissions / intensité des émissions (secteur); conception sur la base des politiques incluses dans les éléments de référence
- **Avantages communs** : indicateurs de développement durable (ex. : efficacité des ressources, inclusion sociale, viabilité économique)

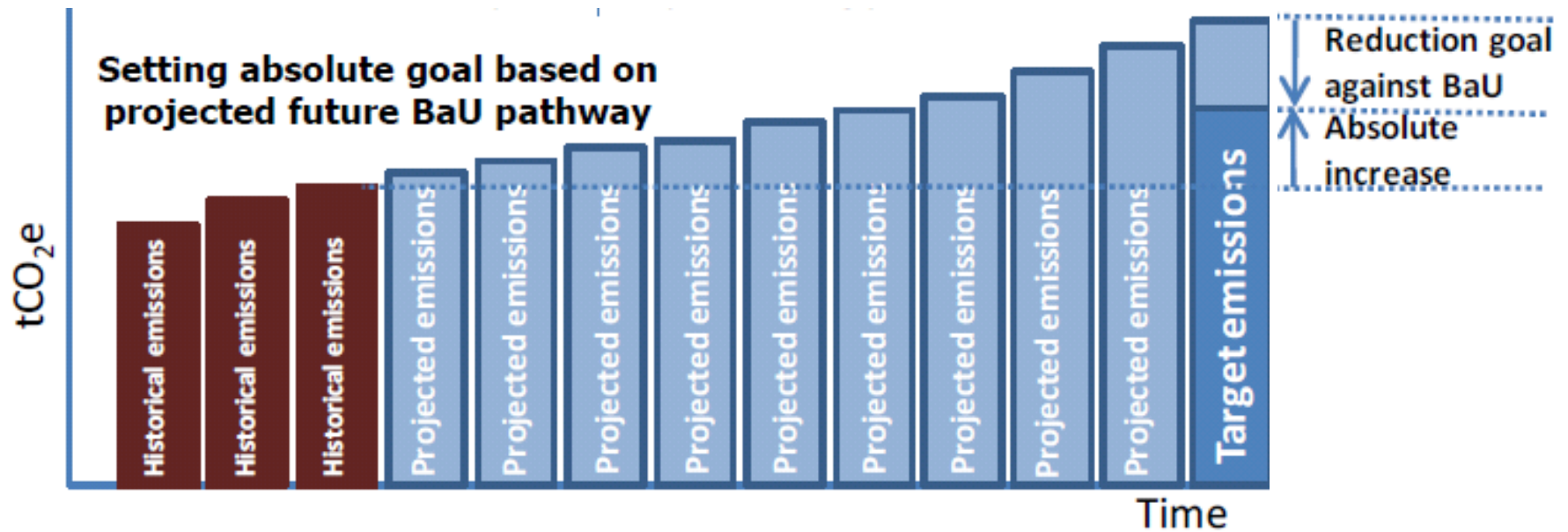
Pour obtenir un exemple de développement d'un niveau de référence sur le secteur de l'énergie en Indonésie, veuillez consulter [NAMA Sourcebook](#) (2012), p. 43.

Les considérations politiques et techniques peuvent influencer toute l'ambition d'un niveau de référence, ex. : la disponibilité des données, l'expertise, la législation etc. Il est aussi important d'effectuer une évaluation des incertitudes et une analyse de sensibilité sur les données existantes, les paramètres clés et les hypothèses afin d'interpréter correctement les résultats de l'évaluation des GES.

Pour plus d'indications voir le [Policy and Action Standard](#) et le [Project Protocol](#) du WRI



Exemple : scénario « business as usual »



Source: OCDE/IEA (2011) Setting National and Sectoral Baselines



Sources de données pour la définition des niveaux de référence

Examiner les **sources** qui peuvent être disponibles pour fournir des données utiles à la définition du niveau de référence et à un suivi subséquent :

- Inventaire des GES (communications nationales)
- Données sectorielles
- Données sur la consommation
- Facteurs d'émissions
- Prévisions de croissance économique
- Prévisions de croissance démographique



Conception d'un système de suivi de la NAMA du secteur du logement au Mexique

Situation nationale :

- 50 million de Mexicains vivent dans la pauvreté, dont 80% n'ont pas accès au financement d'un logement approprié.
- Le Mexique s'est engagé dans un programme ambitieux de réduction des émissions de GES jusqu'en 2020, nécessitant un appui

NAMA proposées :

- Un programme de logement durable ciblant le marché des prêts hypothécaires pour fournir aux familles pauvres des habitations à faibles émissions de GES

Suivi pour se concentrer sur les mesures de GES et les mesures neutres en GES :

- Réductions des GES – Mesures des GES nécessaires
- Accès à l'énergie accru-bon logement – Mesures neutres en GES nécessaires

Paramètres des GES, pour une NAMA sur le logement au Mexique

Mesures neutres en GES pour une NAMA de logement au Mexique



Mesure : Paramètres des GES, Besoins et sources des données pour une NAMA dans le secteur du logement au Mexique

| Données à mesurer | Type de mesure |
|--|---|
| Consommation d'électricité | Mesure directe et continue de la consommation d'électricité (y compris la production de PV). Le cas échéant, les dossiers de facturation des services publics peuvent être autorisés. |
| Facteur d'émission de l'électricité de réseau | Selon l'outil MDP de calcul du facteur d'émission d'un système électrique ou l'utilisation des données publiées |
| Pertes dans la transmission & la distribution | Données d'un service ou d'une agence gouvernementale. (Noter que le vol d'électricité et la manipulation de compteur doivent être pris en considération dans cette catégorie de suivi) |
| Consommation de combustible | Mesure directe et continue de la consommation de combustible (compteurs à installer comme partie de la NAMA). Alternative : demander aux familles combien de bonbonnes de gaz elles utilisent par an. |
| Valeur calorifique nette du combustible | Les valeurs fournies par le fournisseur sur les factures, mesure individuelle, ou valeur régionale ou nationale par défaut. |
| Facteur d'émission de CO ₂ du combustible | Les valeurs fournies par le fournisseur sur les factures, mesure individuelle, ou valeur régionale ou nationale par défaut. |
| Degrés-jours de chauffage | Utiliser les données de la température extérieure d'une région donnée pour calculer les DJC |
| Surface brute d'un bâtiment | Building plan, Plan de bâtiment ou mesure sur le terrain. Source: Perspectives, Thomson Reuters |



Mesures neutres en GES pour une NAMA du secteur du logement au Mexique

- Nombre de logements construits par an
- Données démographiques
- Habitants/logement (pour comparer le niveau de référence et la NAMA des logements)
- Coûts de l'énergie pour les familles pauvres
- Charge de pointe du réseau électrique*
- Qualité de l'air
- L'utilisation de l'eau (NAMA relative au secteur de l'eau en cours d'analyse)

**Les logements à faible consommation d'énergie n'auront pas besoin de climatiseurs ou auront de plus petits appareils. Par conséquent, ils consommeront moins d'électricité durant les heures de pointes*



Avantages connexes et capacités de mitigation atteints à travers les NAMA

Selon la portée du MRV des NAMA, celles-ci peuvent aussi effectuer le suivi/rapport de réductions **non associées aux GES**, telle que la contribution des NAMA aux objectifs de développement durable et/ou à l'amélioration des capacités d'atténuation des acteurs des NAMA :

- **Avantages sociaux**
 - Avantages sanitaires grâce à l'amélioration de la qualité de l'air et de l'eau
 - Mode de vie amélioré grâce à l'utilisation des services environnementaux
 - Revenu augmenté en raison de coûts d'énergie plus faibles
 - Accès à l'énergie et aux services de transport
- **Avantages environnementaux**
 - Protection de la biodiversité
 - Amélioration de la qualité de l'eau et de l'air
- **Avantages économiques**
 - Création d'emplois
 - Nouvelles opportunités économiques (croissance verte)
- **Avantages institutionnels (amélioration des capacités d'atténuation)**
 - Dispositifs institutionnels mis en place pour promouvoir le développement peu polluant
 - Capacités techniques et ressources humaines renforcées
 - Meilleur environnement politique pour le développement peu polluant

Un aperçu d'une série d'outils aidant à évaluer les impacts du développement durable et les avantages connexes des NAMA est disponible [ici](#) . (pp 5-15).

Document de contexte sur les avantages additionnels du développement durable dans la NAMA Facility.





Rapport sur les émissions et les informations relatives à l'atténuation dans le secteur du ciment en Afrique du Sud

| Niveau de rapports | Destinataire des rapports : |
|---|---|
| Rapports au niveau international | Projet de divulgation des émissions de carbone |
| Rapports au niveau national | Département des affaires environnementales => compilés pour les communications nationales à la CCUNCC |
| Rapports au niveau sectoriel | L'Association des producteurs de matériaux cimentaires (APMC) |
| Rapports de producteurs de ciment individuels | Actionnaires et holdings internationaux |

Le WBCSD (World Business Council for Sustainable Development) est utilisé comme outil pour éviter la production des rapports en double.



Leçons tirées du MDP pour la vérification des NAMA

- La vérification permet d'assurer la crédibilité et la gestion des réductions d'émission de GES évaluées dans un projet.
- L'indépendance des vérificateurs (ex. : partie tierce) est nécessaire pour s'assurer de la confidentialité des données industrielles et de la crédibilité.
- Les capacités nationales des services de vérification sont souvent faibles. Il y a besoin de s'inspirer des auditeurs internationaux et de renforcer les capacités.
- Il faut bien clarifier *ce que l'on vérifie* : les vérificateurs ne devraient être responsables que des données facilement vérifiables (ex : respect des procédures) et non de l'évaluation d'éléments politiquement influencés (ex. : niveaux de référence)

Bien que les systèmes de production des rapports puisse être très compliqués, le véritable processus est assez simple et comprend :

- l'émetteur
- la soumission des données sur les émissions et les mesures d'atténuation dans un format défini
- l'agrégation des données rapportées
- une unité nationale pour gérer les données rapportées



Lignes directrices internationales concernant le rapport dans le cadre de la Convention pour le Climat : **Rapport Biennal d'Actualisation (BUR)**

Les **BUR** devraient couvrir les informations suivantes en rapport avec les **NAMA** et leurs effets :

- Information sur les méthodologies et les hypothèses
- Objectifs de l'action et étapes entreprises/envisagées afin d'accomplir l'action
- Intitulé et description de la mesure d'atténuation
- Informations sur l'avancement de la mise en œuvre
- Informations sur les mécanismes du marché international
- Une description des dispositions relatives aux MRV au niveau national

Les lignes directrices complètes pour les BUR sont disponibles [ici](#) à partir de la page 41.

Vous trouverez des explications complémentaires sur la préparation des BURS ici : [GIZ BUR Template](#).



Les pays se sont engagés à produire des BUR et à les soumettre à l'ICA



Lignes directrices internationales concernant la vérification dans le cadre de la Convention pour le Climat : **Consultation et Analyse Internationales (ICA)**

ICA et NAMA :

Guide : [Preparing for the ICA Process](#) par la GIZ.

- Le progrès des NAMA sera présenté au sein d'un rapport biennal d'actualisation (BUR) qui devra être soumis à la CCNUCC
- L'ICA vise à améliorer la transparence des actions d'atténuation et à contribuer au renforcement de capacités des Parties non présentes dans l'Annexe I, conduisant à l'amélioration de la qualité de son BUR dans le temps.
- Cela consiste en 1) une analyse technique des BUR par une équipe internationale d'experts techniques et 2) un partage de points de vue facilité
- *L'ICA n'a pas pour but d'examiner les NAMA individuelles en détail*
- Les exigences concernant la vérification des NAMA demeurent donc sous la responsabilité des personnes les mettant en œuvre et ceux qui la soutienne les déterminent.



Les pays en développement se sont engagés à rendre des BUR et à les soumettre à l'ICA.



Catégories d'incitations économiques à prendre en considération

- **Capacités et éléments relatifs à l'information** : ex. : campagnes de sensibilisation, méthodes de suivi et de production de rapports, politiques d'éducation
- **Réglementation** : ex. : assurances obligatoires, normes, cadre de politique macroéconomique, institutions juridiques
- **Mécanismes fiscaux** : ex. : crédits d'impôts, taxe sur le carbone, prélèvements, charges, suppression des subventions
- **Mécanismes de développement précoce de marché** : ex. : subventions, marchés publics, tarifs de rachats, subventions à la production
- **Mécanismes d'emprunt et de financement équitable** : ex. : incubateurs, fonds mezzanine de prêts subordonnés, obligations vertes, microfinance
- **Mécanismes de marché** : ex. : plafonnement et échange, crédits de carbone, fonds de carbone, quotas

Pour plus de détails sur les instruments de politique et de finance, voir le rapport du PNUD « [Catalyser le financement climatique](#) ». Ainsi qu'un document de contexte : « [Financial Mechanisms in the NAMA Facility](#) ».

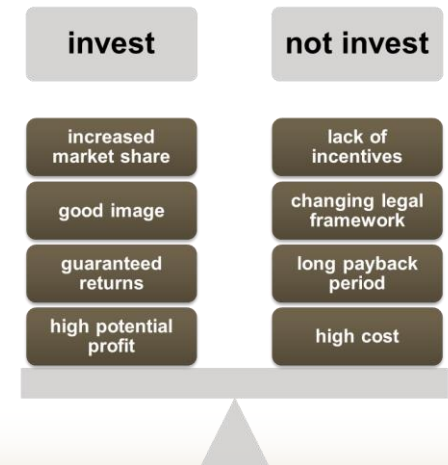


Impliquer le secteur privé

**Instruments pour
mobiliser le secteur privé**

Il est important de faire participer le secteur privé afin d'assurer un financement pour les NAMA et constitue une source d'expertise et d'expérience.

- Classification:
 - Par rôle : facilitateurs de marché/intermédiaires financiers, développeurs de projets/opérateurs, fournisseurs de technologie et de services , investisseurs
 - Par taille : foyers, PME, grandes entreprises, secteur financier, banques (banques de développement, banques commerciales, coopératives), compagnies d'assurances, investisseurs et fonds
- Les acteurs privés basent leur décisions d'investissement sur un ensemble individuel de critères. Selon ces derniers, les gains doivent compenser les coûts.
- Rôle des politiques publiques : créer un **environnement favorable** facilitant les décisions d'investissement, développer et fournir des informations sur les **opportunités de marchés** et les options d'accès soutenues par le public.





Instruments pour mobiliser le secteur privé

Non-financiers

- Pressions des gouvernements afin de mettre en œuvre le cadre juridique
- Assistance technique / expertise
- Information sur les opportunités de marché liées au changement climatique
- Campagnes d'informations sur les meilleures pratiques dédiées au secteur privé

Pour plus d'informations :

["The Green Climate Fund: Options for Mobilizing the Private Sector"](#)

["Designing public sector interventions to mobilize private participation in low carbon development"](#)

["Driving Transformative Change: The Role of the Private Sector in Advancing Short-term and Long-term Signals in the Paris Climate Agreement"](#)

Financiers (sélection)

- Incitations financières directes (ex. : bourses & prêts bonifiés)
- Garanties financières
- Investissement conjoint avec le secteur privé / partenariats public-privé
- Capital d'amorçage
- Fonds publics
- Un signal de prix clair du carbone serait la mesure la plus effective pour mobiliser les investissements privés et fournir une incitation au secteur privé pour investir dans des actions d'atténuation.
- Tous ces instruments peuvent être soutenus à travers des subventions publiques
- Ces instruments peuvent être combinés dans des lots d'actifs.





Plateformes de partage de connaissance NAMA

La connaissance permet aux acteurs de planifier et de mettre en œuvre des interventions. Il existe différentes initiatives qui regroupent et disséminent des connaissances utiles au sujet des NAMA et d'autres approches d'atténuation. Les plus importantes sont :

- **Partenariat International sur l'atténuation et les MRV** : le partenariat est un réseau de pays du monde entier, fondé par l'Afrique du Sud, la Corée du Sud et l'Allemagne. Son site internet informe au sujet de publications, outils, projets etc. liés aux INDC, LEDS, NAMA et MRV.
- **Réseau Connaissance du Développement et du Climat (CDKN)** : cette alliance de plusieurs organisations soutient les preneurs de décision dans la création et la mise en place d'un développement compatible avec le climat. Son site fournit des informations complètes sur différents sujets liés aux politiques et actions climatiques.
- **NAMA News** : cette plateforme de la CCNUCC présente des récits sur l'action des pays en développement en matière de réduction des émissions mondiales, création d'emplois, amélioration des conditions de vie, et préparation d'un monde comportant de faibles émissions. Il informe au sujet des publications en lien avec les NAMA, événements etc.



Pour promouvoir les technologies, il faut prendre en considération :

- L'amélioration de l'environnement des investissements
- La suppression des barrières à l'accès au marché, telles que :
 - Les structures de marché monopolistique et les niveaux de corruption élevés
 - Les subventions des technologies conventionnelles
 - Le manque de capacités
 - Le manque de connaissances/informations
 - Le manque de financement
 - Les externalités
 - Coûts élevés de transaction
- L'appui au systèmes d'innovation :
 - Création d'un organe consultatif sur la coopération technologique et des centres régionaux pour la technologie
 - Evaluation des besoins en technologies
 - Promotion des processus d'apprentissage
 - Identification de partenaires pour la coopération technologique

Pour plus d'informations sur la promotion des technologies , consultez :
["Technology Needs Assessment for Climate Change"](#) et le [site de la CCNUCC](#).

**Outils
d'identification
des technologies**



Outils d'identification des besoins en technologie

Une base de données et des outils d'identification des technologies nécessaires et appropriées ainsi que les fournisseurs de ces dernières sont disponibles ici sur les pages [ClimateTechWiki](#) du PNUF et du PNUD, sur les site web du REEEP, REN21 et [REEGLE](#).

Une évaluation des besoins en technologie prenant en considération les avantages communs peut aider à éviter les conflits.

Le Centre Risoe du PNUF a développé le FICAM (Modèle d'évaluation financière et des coûts) comme outil d'évaluation des capacités d'atténuation ainsi que des coûts liés aux technologies. Disponible [ici](#).

Puisque le FICAM considère que les avantages liés à l'atténuation et non les avantages connexes, l'outil TNAssess le complète et aide les décideurs politiques et les différents acteurs à mesurer les avantages connexes liés au développement durable des technologies grâce à une analyse décisionnelle multicritère (MCDA) intégrée dans l'outil TNAssess. Ce dernier aide les bénéficiaires à définir leurs propres priorités dans la sélection des technologies. Une description de la MCDA est disponible [ici](#). (voir p. 48).

Après analyse des obstacles, il faut procéder à l'identification des technologies appropriées. (Un guide sera bientôt disponible sur la page ClimateTechWiki.)



Options de financement pour le climat

Il existe plusieurs options pour l'accès aux financements sur le changement climatique :

- Mécanismes nationaux de soutien public
- Les fonds multilatéraux destinés au financement sur le changement climatique
- Les banques de développement multilatérales
- Le financement privé
- Les mécanismes de financement bilatéral

Le site web officiel de la [CCNUCC sur le financement climatique](#) fournit des informations sur l'architecture du financement climatique des NU ainsi que sur les canaux bilatéraux, régionaux et multilatéraux.

L'initiative pour des politiques climatiques a collecté des données sur les flux financiers internationaux liés au climat et a dressé un [Paysage du financement climatique](#) (*Landscape of Climate Finance*).

Un aperçu des nouvelles sources de financement du climat est disponible : <http://climatefundingsnapshot.com/>

Le [TEC Brief #6](#) informe au sujet de l'accès au financement des technologies climatiques.

Sur le long terme, les marchés de carbone pourront aussi devenir un mécanisme permettant d'attirer des ressources pour les NAMA. Ce rôle est toujours débattu.

**Exemple :
NAMA Facility**



Elaborer une note d'information sur les NAMA

Afin de communiquer au sujet d'une NAMA avec les prestataires de service, les investisseurs, les acteurs, les décideurs politiques potentiels, il faut compiler des informations essentielles sur cette NAMA.

Le Centre Risoe du PNUE a développé un **Modèle de note indicative de NAMA** (*NAMA Idea Note template*) appelé NINO afin d'organiser les informations essentielles sur une NAMA à la recherche d'appui.

Dans le NINO figurent des informations sur :

- l'objectif, les mesures, le statut de l'activité
- l'historique, la description de l'activité, relation avec les autres NAMA, les limites
- les avantages communs, la réduction d'émission de GES estimée, la méthodologie d'estimation
- le type de financement, les technologies, les besoins en renforcement des capacités
- les indicateurs de suivi, le système de gestion des données nationales, la vérification

[Le NINO](#) est disponible à la page 12 document « Stratégies de développement à faible intensité carbonique ».



Le registre de NAMA de la CCNUCC

Lancé en 2013, le registre NAMA vise à faciliter la réunion de ressources internationales avec des idées et propositions de NAMA.

- Les pays où des NAMA sont mises en oeuvre peuvent y présenter leur idée de NAMA en indiquant sa description, coût estimé, et potentiel de réduction de GES.
- Les fournisseurs de moyens de mise en oeuvre (MOI) peuvent y enregistrer leur ressources disponibles en matière de soutien sur le plan financier, technique et de renforcement de capacité, pour le développement ou la mise en oeuvre de NAMA.
- Les NAMA mises en oeuvre via des ressources domestiques peuvent aussi y être inscrites – afin de reconnaître les efforts des pays hôtes.

Ainsi le registre des NAMA fournit un aperçu des potentielles sources de soutien pour la création et la mise en oeuvre des NAMA, et pour le partage des bonnes pratiques entre les parties. Le registre NAMA n'est pas un outil permettant d'obtenir automatiquement un soutien international (par ex. via le Green Climate Fund). Cliquez ici pour voir le [**NAMA Registry**](#) ou le [**UNFCCC NAMA registry website**](#).



Modèle de NAMA

Il existe plusieurs modèles de NAMA disponibles pour la préparation de notes d'un concept NAMA ou de proposition de NAMA, ex : d'[Ecofys](#), le [NAMA Registry](#), ou la [NAMA Facility](#).

- **Description de la NAMA** : titre, pays, cadre temporel, secteurs/sous-secteurs, brève description, partenaires et information de contrat
- **Évaluation stratégique** : analyse de politique et de gouvernance, analyse de secteur (incluant un point de référence qui décrit la situation passée et présente, priorités de développement et d'émissions), facteurs et tendances, obstacles aux réductions d'émissions et comment la NAMA peut contribuer au franchissement de ces obstacles.
- **Proposition de NAMA** : objectif, champ, activités (avec chronologie), outputs et résultats, impact attendu, avantages (incluant : réductions d'émissions, capacité d'atténuation, sur le plan social, économique et environnemental), coûts (options de financement pour les coûts estimés et comment le financement peut provenir de sources publiques, privées et multilatérales)
- **Plan de mise en œuvre** : description des activités individuelles et détails sur la mise en œuvre (que va-t-il se passer, où, quand, qui est responsable ?), détails sur le suivi (dont indicateurs clés et résultats intermédiaires), notification (incluant comment les résultats seront communiqués), et la vérification (comment sera-t-elle réalisée ?), risques (incluant des propositions afin de mitiger le risque, par ex. de corruption)



Pourquoi les MRV ?

Les MRV permettent de dire si on est en bonne voie pour atteindre les objectifs d'atténuation :

Ils permettent également de :

- Faciliter la prise de décision et la planification nationale
- Appuyer la mise en œuvre des NAMA et générer des informations sur leur efficacité
- Promouvoir la coordination et la communication entre les secteurs émetteurs
- Générer des informations comparables et transparentes
- Mettre en avant les enseignements retenus et bonnes pratiques
- Augmenter la probabilité de bénéficier d'un soutien international

➤ *La transparence commence par l'accès à l'information !*



Qu'est-ce qu'un MRV ?

- Le système Mesure, Rapport (notification) et vérification (MRV) est un élément essentiel pour assurer une plus grande transparence, la précision et la comparabilité des informations concernant le changement climatique.
- Le système MRV peut être considéré comme un système de gestion des connaissances pour le suivi des émissions de gaz à effet de serre (GES), des mesures visant à réduire les émissions de GES, et du soutien à l'atténuation du changement climatique.
- Les récentes décisions dans le cadre des négociations internationales sur le climat montrent qu'il y a un consensus mondial grandissant selon lequel les formes courantes de mesure, de notification et de vérification des informations sont nécessaires pour assurer le suivi de ces connaissances.

Pour plus d'informations sur « Comment mettre en place des système MRV nationaux », la GIZ a développé un outil séparé [MRV Tool](#) et une formation.



Concevoir un plan MRV : qui fait Quoi, Quand et Comment en matière de MRV?

Sur quoi porte un MRV ?

- Les différentes activités et objectifs des NAMA devraient avoir leurs propres indicateurs, soit ceux qui visent à mesurer les réductions de GES ou d'autres avantages. Les indicateurs déterminent ce qui doit être reporté et vérifié.

Référez vous aux lignes directrices du GIEC pour les Inventaires Nationaux de GES [2006](#) ou [1996](#).

Plus d'informations sur les méthodologies de MRV et les procédures dans le Protocole GES [Mitigation Goal Standard](#) du World Resources Institute.

Comment faire un MRV?

- Il faut considérer quelles méthodologies utiliser pour mesurer les réductions d'émissions et les avantages connexes, ainsi que la précision nécessaire. Il faut considérer de plus si la mesure peut être réalisée « sur place » et si les sources de données officielles peuvent être utilisées, comment les résultats seront collectés et enregistrés, et par quels canaux ils seront notifiés ou si les recoupements ou la vérification sur place sont nécessaires.

Quand effectuer un MRV ?

- Il faut décider à quel moment et à quelle fréquence il faut soumettre les activités des NAMA à la MRV. Par exemple annuellement ou effectuer un rapport biennal via des BUR.

Qui doit effectuer un MRV?

- La personne / l'institution chargée de la MRV des NAMA doit être identifiée au cours de la phase de conception. Elle doit être indépendante et devra rendre des comptes.



Le suivi des projets, des indicateurs et des chaînes d'impacts : checklist de la chaîne d'impact standard

Lorsqu'on évalue l'impact des NAMA, on peut différencier les effets prévus et ceux imprévus, dans les limites ou hors-limites (débordement), à court ou à long terme.

Les chaînes d'impacts sont des outils utiles pour peaufiner aussi bien l'activité de planification que le suivi. Une chaîne d'impacts standard comprend :

- Des intrants : (matériels et immatériels) les contributions des prestataires d'appui, des partenaires nationaux, des partenaires internationaux, des entreprises et la société civile afin de produire des résultats
- Des activités : interventions immédiates
- Des produits : résultats à court terme des activités
- Une utilisation des produits : pour rendre efficace l'intervention, le groupe cible doit faire usage des produits, s'adapter à des circonstances complexes et à un environnement (propice)
- L'impact direct : résultat direct des activités
- L'impact indirect : résultat indirect après la réalisation de l'objectif du projet. L'impact indirect est l'avantage réel recherché à travers l'activité.

Plus d'informations sur les options de suivi et de notification sont disponibles dans le [recueil de NAMA](#).

**Indicateurs de suivi
pour les NAMAs**

**Une visualisation de la
chaîne d'impacts**



Les indicateurs de suivi pour les NAMA

Les indicateurs permettent de mesurer de manière plus précise la réalisation des objectifs. Ils peuvent mesurer les résultats quantitatifs et qualitatifs d'un projet. Les différentes activités de mise en œuvre des NAMA devraient avoir des indicateurs distincts.

Les indicateurs doivent être **SMART**:
S: Spécifiques
M: Mesurables
A: Atteignables
R: Pertinents
T: Temporellement limités

Les indicateurs doivent refléter ce que visent les NAMA, par exemple :

- Les réductions directes des émissions: absolues ou basées sur l'intensité (par exemple, gCO₂e/km), la nature du gaz ciblé, la couverture géographique de l'atténuation, etc. (voir [Policy and Action Standard](#) p.14)
- La réduction des émissions indirectes, celles qui sont difficilement imputables aux NAMA
- Les capacités d'atténuation qui seront élaborées (voir le lien ci-dessous sur les paramètres de mesure des gaz autres que les GES)
- Les avantages connexes du développement durable (Voir le lien ci-dessous)

Les indicateurs peuvent être appliqués à différents niveaux : (voir [visualisation de la chaîne d'impact](#))

- Pour les résultats directs d'une activité
- Pour les impacts directs d'une activité
- Pour les impacts indirects d'une activité

Pour la mise en œuvre du suivi, il faut définir

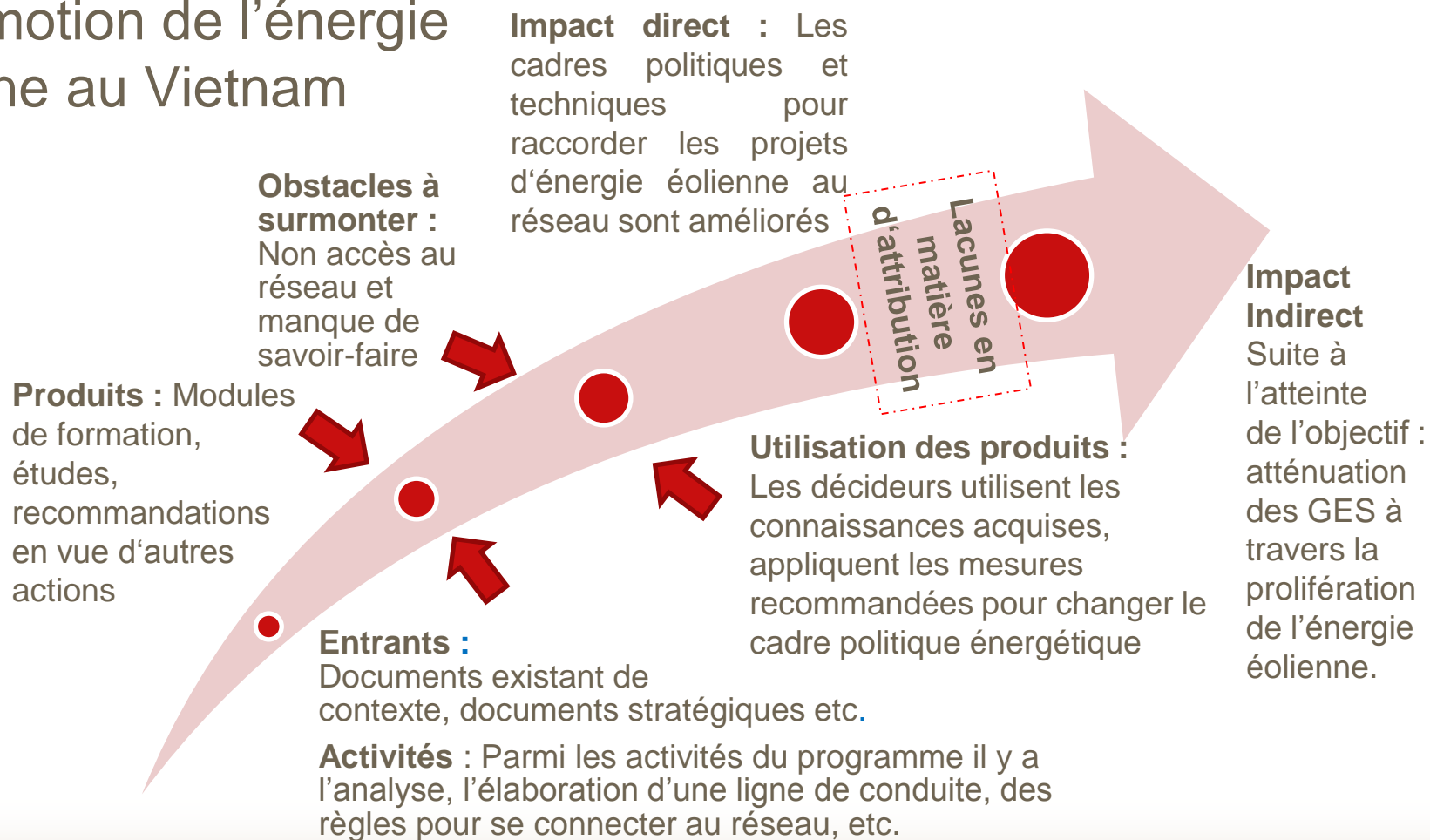
- Les interventions spécifiques incluses dans la NAMA (taxes, subventions, etc.)
- Qui assure le suivi des indicateurs
- Le moment et la fréquence de suivi des indicateurs
- Les procédures de notification et de vérification.

Pour un guide de l'utilisateur sur comment concevoir un dispositif de suivi de l'impact climatique voir le Monitoring Sourcebook de la GIZ [ici](#) .

Instruments de mesure des gaz autres que les GES pour mesurer les résultats des NAMA



Une chaîne d'impacts d'un projet de la GIZ pour la promotion de l'énergie éolienne au Vietnam





Mise en œuvre d'un plan MRV pour une NAMA dans le secteur du logement au Mexique

| | Mesurer | Notifier | Vérifier |
|------------|---|--|---|
| Quoi... | <ul style="list-style-type: none">L'électricité et consommation de combustible, facteurs d'émission (réseau électrique et combustible), transmission et perte dans la distribution, notamment le vol d'électricité; pouvoir calorifique inférieur du combustible; surface de plancher de l'unité de bâtiment, degrés-jours de chauffage | <ul style="list-style-type: none">Description des activités NAMAHypothèses et méthodologiesObjectifs des actions et informations sur les progrès | <ul style="list-style-type: none">Les réductions d'émissions (degré de sévérité à déterminer)Amélioration de l'accès à un logement abordable et efficace sur le plan énergétique |
| Comment... | <ul style="list-style-type: none">Compteur d'électricité / de combustible et / factures de services.L'outil MDP pour les facteurs d'émission.Données des prestataires de services sur les pertes.Valeurs par défaut.Données sur la température de l'air pour les Degré-jour de Chauffage (DJC) | <ul style="list-style-type: none">Procédures de notification au niveau national (par exemple, BUR à la CCNUCC)Procédures de notification par rapport aux NAMA, (à déterminer) | <ul style="list-style-type: none">BUR à vérifier par les experts internationaux (ICA)Vérification au niveau NAMA (à déterminer)Assistant NAMA (national et/International) |
| Qui... | <ul style="list-style-type: none">Exécutant de la NAMA | <ul style="list-style-type: none">Exécutant de la NAMA | <ul style="list-style-type: none">Assistant NAMA (national et/ou international) |
| Quand ... | <ul style="list-style-type: none">Comptage continuSuivi annuel des indicateurs de performanceMises à jour des niveau de référence tous les 3-4 ans | <ul style="list-style-type: none">Niveau national tous les 2 ansNiveau NAMA (à déterminer) | <ul style="list-style-type: none">Niveau national tous les 2 ans (ICA)Niveau NAMA, (à déterminer) |



Types d'obstacles pour les investissements à faible intensité carbonique et le développement durable

Obstacles financiers

- Coûts initiaux élevés
- Tailles des petits projets
- Partage des mesures incitatives (exemple de propriétaires et d'utilisateurs)
- Mauvaise allocation des ressources d'investissements (subventions pour les technologies conventionnelles)

Obstacles institutionnels

- Coûts élevés des transactions
- Accès limité au capital
- Monopoles/Accès limités aux marchés, à cause de l'exclusion sociale par exemple.

Obstacles économiques

- Externalités: coûts non inclus dans les prix du marché, tels que les impacts négatifs sur l'environnement.

Obstacles techniques

- Coûts élevés des transactions

Obstacles au partage de l'information

- Connaissance limitée des options
- Manque de connaissance/ d'accès aux connaissances

Obstacles liés aux capacités

- Connaissance limitée des options
- Manque de connaissance/d'accès aux connaissances

Une description plus détaillée des obstacles potentiels est disponible ici : [IISD \(2013\): Developing Financeable NAMAS](#), p. 35-37



Comment élaborer un plan de financement

Afin de contribuer au changement transformationnel, les NAMA doivent aller au-delà des projets d'investissement individuels et être incluses dans une LEDS ou une stratégie nationale comparable. Les NAMA mettent plutôt en avant des politiques sectorielles visant à réduire les obstacles à l'investissement et à la mise en œuvre. La mise en œuvre de certains éléments d'une NAMA peut nécessiter un soutien financier et technique.

Pour développer un plan de financement convaincant pour les investisseurs, les 6 étapes suivantes sont suggérées :

1. Développer une approche de création de NAMA claire, spécifier ses objectifs, priorités et processus de sélection
2. Fournir une brève description du contexte de la NAMA et analyser les obstacles potentiels
3. Identifier les sources de financement potentielles
4. Mettre l'accent sur la pertinence et le rôle du secteur privé
5. Sélectionner les instruments financiers appropriés
6. Détailler la conception de la NAMA en décrivant les autres éléments dont les MRV et l'engagement des parties prenantes

Pour plus d'informations voir la publication de l'UNEP [Financing Nationally Appropriate Mitigation Actions](#)

Comment justifier la nécessité d'un appui international



Comment justifier la nécessité d'un appui international

- Expliquer pourquoi les mesures d'atténuation prévues sont nécessaires, en se référant, par exemple, aux LEDS ou aux avantages communs
- Documenter les obstacles et les difficultés qui empêchent les actions d'atténuation d'être mises en œuvre.
- Identifier et documenter les niveaux de référence, en l'absence d'activités.
- Décrire les actions qui visent les obstacles et les défis.
- Définir de manière réaliste pourquoi une telle action ne peut pas (ou pas suffisamment) être satisfaisante, sans une demande de financement supplémentaire à court ou à long terme.
- Décrivez comment le financement mettra à profit le co-financement et ainsi atteindre les résultats qui entraîneront l'atténuation.
- Documenter clairement toutes les informations et les hypothèses à développer et soutenir la justification du financement des activités.

**Qu'est-ce qu'une
LEDS?**

Promotion technologique

**Instruments de mesures des gaz autres que
les GES : avantages connexes**



Comment s'assurer de la disponibilité des ressources

- Discuter le niveau des contributions des budgets nationaux et infranationaux
- La disponibilité des ressources peut être assurée par l'élaboration d'un plan de financement solide, y compris une étude de pré faisabilité pour attirer dès le début les investisseurs potentiels, et ayant une NAMA de qualité reconnue par les partisans éventuels. L'étude de pré faisabilité devrait également donner une première idée sur les indicateurs MRV possibles relatifs au financement privé.
- Identifier de potentiels financiers des NAMA fiables et financièrement solides
- Informer les potentiels financiers des NAMA prévues et ceux qui sont chargés de les mettre en œuvre.



Les critères de qualité des NAMA

Les organisations, institutions et individus qui souhaitent fournir un soutien à une NAMA décideront en dernier lieu quelle est pour eux la définition de « haute qualité » pour celles qui recevront un soutien. Les éléments essentiels sont les suivants :

**Potentiel pour le
changement
transformationnel**

**Exemple : critères de
sélection de la NAMA
Facility**

| | Contribution directe & indirecte à l'atténuation du changement climatique | Durabilité et efficacité de l'impact |
|---|---|---|
| Impact de développement | Impact des GES, niveau d'ambition | Aligné avec les priorités du gouvernement et les objectifs nationaux de développement |
| | Potentiel de transformation | Inscrite dans une LED et/ou d'autres stratégies nationales de développement |
| | Potentiel de reproduction | Avantages économiques, sociaux et environnementaux connexes |
| | | Propriété politique et soutien des parties prenantes pertinentes |
| Faisabilité technique et financière de l'action | Un system MRV solide | Lien vers les initiatives et les arrangements institutionnels existants |
| | | Plan de financement exhaustif |





Potentiel pour le changement transformationnel

Le changement transformationnel perturbe les schémas établis incluant un recours important au carbone et permet d'obtenir un niveau de développement supérieur tout en réduisant les émissions. Le processus doit s'auto-renforcer et les buts de ce processus doivent contribuer au développement durable sur le long terme. Le processus doit identifier et s'adresser aux agents du changement, à l'innovation en elle-même et déterminer dans quelle mesure il s'intègre aux conditions du cadre (économique, sociétal et environnemental), ainsi qu'aux institutions du changement.

Dans le contexte de la NAMA Facility, les projets sont considérés comme menant au changement transformationnel s'ils :

- Contribuent à une évolution significative en termes de **champ** (ex. : la reproduction), ou permettent un changement plus rapide/important d'un état à un autre.
- Ont un **effet catalytique** et incluent des mécanismes qui assurent la **soutenabilité des impacts**, propriété locale et volonté, l'implication du secteur privé et l'utilisation de technologies innovantes et d'approches et permettent des processus d'apprentissage systématiques.

Plus d'informations sur le concept de changement transformationnel sont disponibles dans un document du [UNEP DTU](#) et du [Wuppertal Institute](#) et via la [NAMA Facility](#).

Un autre document du [UNEP DTU](#) analyse quelques exemples de changement transformationnel.

Exemple : le potentiel transformateur du refroidissement écologique



Le potentiel transformateur du refroidissement écologique (Thaïlande)

Transition sectorielle vers un système de refroidissement respectueux du climat & des technologies de refroidissement efficaces sur le plan énergétique

Action politique

- Définir un objectif pour la réduction d'émissions sur la durée de vie de l'équipement
- Définir un objectif pour la réduction annuelle jusqu'à la fin du projet de soutien de la NAMA
- Besoins énergétiques du secteur du refroidissement sont réduits de xx % par rapport au BAU

Support technique

Facteurs conducteurs

- Sécurité énergétique et coûts
- Développement économique
- Développement social & création d'emplois
- Protection environnementale
- Reconnaissance internationale

Incitations financières

Ambition financière

- Investissements dans des pilotes techniques (production & usage)
- Utilisation de financement de démarrage pour amortir par au moins x en utilisant des fonds gouvernementaux et privés existants

Focus technique

- Conversion des lignes de production
- Création d'une demande de produits de refroidissement écologiques
- Formations pour l'installation et le service technique

Potentiel de mitigation



Obstacles communs au financement des NAMA

- Beaucoup des propositions de NAMA développées au cours des dernières années présentent des faiblesses par rapport à la structure financière de la mise en œuvre.
- Les mécanismes financiers manquent de détails OU sont développés de façon trop détaillée avec peu de flexibilité pour les adapter aux demandes réelles du secteur financier.
- Les acteurs financiers, surtout les banques de développement et le secteur financier commercial ne sont pas impliqués assez tôt.
- Les exigences des banques multilatérales de développement (MDB)/institutions financières de développement (DFIs) et les institutions financières commerciales doivent davantage être prises en compte.



Exemple : critères de sélection pour les projets soutenus par la NAMA Facility

| Critères d'éligibilité | Critères d'ambition | Critères de faisabilité |
|---|---|---|
| <ul style="list-style-type: none">✓ Soumission respectant les délais impartis✓ Prérequis formels (exhaustivité, langage, régime..)✓ Cadre temporel adéquat pour la mise en œuvre et la Phase de Préparation Détaillée✓ Volume de financement entre 5-20 millions €✓ Qualification d'aide officielle au développement (ODA) accordée et éligibilité du pays à recevoir l'ODA✓ Éligibilité du demandeur✓ Le financement pour NAMA ne peut être utilisé pour la génération de quotas d'émissions de GES. | <ul style="list-style-type: none">✓ Potentiel pour le changement transformationnel✓ Ambition financière✓ Ambition de mitigation | <ul style="list-style-type: none">✓ Justification du projet✓ Conception du projet✓ Concept de la Phase de Préparation Détaillée |

Pour plus d'informations [NAMA Facility - General Information Document](#) (p.15)

Lire les [enseignements retenus de trois appels](#) de la NAMA Facility

Qu'est ce que la NAMA Facility ?



Informations de contexte : la NAMA Facility

- Lancée lors de la COP 18 à Doha par le Ministère fédéral allemand de l'Environnement, de la préservation de la nature et de la sécurité nucléaire (BMUB) et le département britannique de l'Énergie et du changement climatique (DECC); en 2015 le Ministère danois de l'Énergie, de l'Équipement et du climat (EFKM) et la Commission Européenne ont rejoint la NAMA Facility en tant que donateurs.
- Créée afin de soutenir les pays en développement qui souhaitent mettre en œuvre des NAMA nationales transformationnelles sur le court terme
- Le financement total disponible par la NAMA Facility depuis sa création est de 262 millions € (Février 2016)
- Soutien financier et coopération/renforcement de capacité
- Instruments financiers : bourses & prêts concessionnels
- Plus d'informations à : www.nama-facility.org

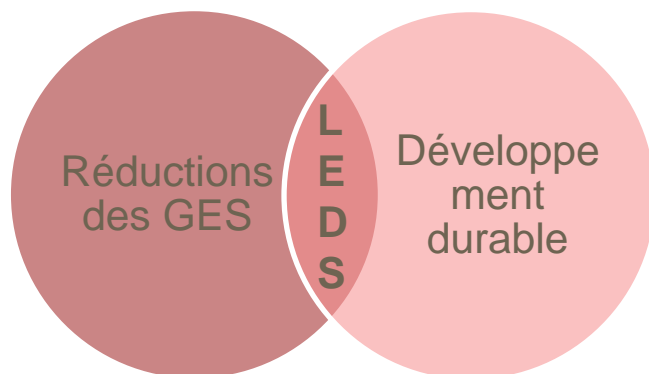




Qu'est-ce qu'une LEDS ?

La stratégie de développement sobre en carbone (LEDS) est une stratégie nationale, globale, de haut niveau à long terme, élaborée par les acteurs nationaux qui vise à dissocier la croissance économique et le développement social de l'augmentation des gaz à effet de serre (GES).

L'objectif d'une LEDS est de mettre en adéquation développement et climat. Les NAMA contribuent à la mise en œuvre des LEDS.



Les pays en développement sont encouragés « à élaborer des stratégies ou des plans de développement sobres en carbone dans le cadre du développement durable. » Accords de Cancun (2010)

« Toutes les Parties doivent s'efforcer de formuler et de communiquer des stratégies de développement faibles en GES sur le long terme, attentives à l'article 2 qui prend en compte leurs responsabilités communes mais différenciées, à la lumière des différentes circonstances nationales. »
(Accord de Paris 2015)



**Politiques et
plans
connexes**





Qu'est-ce qu'une LEDS? – politiques et plans connexes

- Une LEDS met en lien des objectifs de NDC économiques avec des NAMA sectorielles. Sur la base d'une analyse nationale transversale, elle identifie des secteurs et des actions de mitigations qui atteignent le plus haut niveau de développement tout en réduisant les émissions.
- Une LEDS ainsi que les différentes NAMA devraient s'appuyer sur les stratégies et processus nationaux existants (voir exemples dans l'illustration)
- Il y a aussi un certain nombre d'autres dénominations pour des instruments de politiques similaires, tels que la Stratégie de développement sobre en carbone, le Plan de développement compatible avec le climat, ou le Plan national d'adaptation au changement climatique. Cependant les buts, objectifs et éléments de base ne sont pas très différents.





Gestion du risque

| Risque | Instrument de gestion du risque (public) |
|---|--|
| Risque pays | Garanties de risque pays |
| Risque politique : Revirement de la politique faible en carbone | Couverture de risque concernant la politique faible en carbone liée au processus NAMA |
| Risque de devise : Gains volatiles dus à des fluctuations de taux de change | Fonds de devises offrant produits de couverture de change |
| Problèmes commerciaux : Nombre insuffisant de deals commerciaux attractifs | Sociétés de développement de projets à faibles émissions de carbone (financé par l'État , la gestion privée) pour le développement de projets à un stade précoce, les négociations d'achat d'électricité |
| Difficultés à évaluer des risques multiples, qui se recoupent : Mécanismes établis pour évaluer complètement les risques peuvent ne pas s'appliquer en raison de risques reliés. | Fonds structurés avec des parts de première perte publique |



Indices pour un processus de création transparent et inclusif

- Rendre le processus aussi transparent que possible (rôles/responsabilités clairement définis, objectifs clairs et chronologie)
- Impliquer toutes les parties prenantes pertinentes dès le début.
- Essayer de définir un processus « neutre », s'accorder sur des critères de sélection et leur poids avant de parler des options individuelles. Cela facilite le choix et est plus facilement accepté par tous.
- Développer plusieurs NAMA si possible
- Comment les lobbys proactifs peuvent-ils être gérés ?
- Comment la corruption doit-elle être gérée ?



Informations complémentaires et exemples pour les développeurs de NAMA

Autres ouvrages sur les NAMA :

- AFDB (2012): [Building blocks for Nationally Appropriate Mitigation Actions](#)
- Ecofys: [Annual Status Reports on NAMAs](#)
- GIZ (2012): [NAMA Sourcebook](#)
- IISD (2013): [Developing Financeable NAMAs: A Practitioner's Guide](#)
- OECC (2015): [NAMA Guidebook](#)
- UNEP (2014): [Understanding NAMA Cycle](#)
- UNEP Risoe Centre (2013): [Guidance for NAMA Design - Building on Country Experiences](#)
- UNEP DTU (2013): [Understanding the Concept of Nationally Appropriate Mitigation Action](#)
- UNEP DTU (2012): [Measuring Reporting Verifying: A Primer on MRV for NAMA](#)
- UNFCCC/ UNEP/ UNDP (2013): [Guidance for NAMA Design – Building on Country Experiences](#)

Liens sur les NAMA :

- [NAMA Registry](#)
- [NAMA Database](#)
- [Mitigation Momentum](#)
- [International Partnership on NAMAs](#)
- [International Partnership on Mitigation and MRV](#)
- [NAMA Facility](#)
- [CDKN](#)
- [NAMA News](#)





Recommandations sur les NAMA & REDD+

- Définir clairement les limites des activités appartenant aux NAMA portant sur l'exploitation de la terre et celles relevant des REDD+
- Établir un canal de communication entre les NAMA liées à l'exploitation de la terre et les agences REDD+ au niveau national
- Établir des registres nationaux pour toutes les activités REDD+ et NAMA et lier les deux lorsque les NAMA portant sur l'exploitation de la terre sont concernées
- Rationnaliser l'établissement d'un point de référence pour les NAMA liées à l'exploitation de la terre et les REDD+
- Coordonner les activités MRV nationalement puisque les REDD+ et NAMA seront toutes les deux sujettes à une vérification internationale
- Respecter les précautions internationales REDD+ établies pour les NAMA portant sur l'exploitation de la terre afin de demeurer crédible

Pour une comparaison de ces deux concepts, consulter : [NAMAs and REDD+ \(2013\)](#)



Exemples pour la formulation des objectifs de NAMA

- **Objectif absolu d'atténuation** : limiter les émissions de GES annuelles de [(sous-) secteur s] à pas plus de [x] tonnes de CO₂eq d'ici l'an [20aa]
- **Objectif relatif d'atténuation** : limiter les émissions de GES [(sous) secteur s] à pas plus de [x] pour cent d'ici l'an [20aa] (par rapport au niveau de l'année d'émission [zzzz])
- **Cible d'intensité d'émission** : limite annuelle des émissions de GES par [unité de production produit] de [(sous-) secteur s] à pas plus de [x] pour cent d'ici l'an [20aa] (par rapport au niveau de l'année de l'intensité des émissions [zzzz])
- **Objectif indirect d'atténuation** : augmenter l'efficacité énergétique (en unités d'énergie par [unité de sortie]) à partir de [(sous-) secteur s] par [x pour cent] d'ici l'an [20aa] (par rapport au niveau de l'année [de l'efficacité énergétique zzzz])
- **Objectif indirect d'atténuation** : Augmenter la part des sources d'énergie renouvelable à partir de [(sous-) secteur s] à [x] pour cent d'ici l'an [20aa]



Ensemble d'instruments pour NAMA I

Les taxes sur le carbone et l'énergie visent à créer un prix uniforme du carbone - sont généralement appliquées aux carburants et à l'électricité, en cherchant à augmenter leur prix en adéquation avec leurs facteurs d'émission inhérents.

Les régimes d'échange d'émissions visent à créer un prix uniforme du carbone - sont utilisés pour créer indirectement un prix pour le carbone, en exigeant que les émetteurs présentent un certificat échangeable (ou indemnité) pour chaque tonne de leurs émissions de CO₂, tout en limitant la quantité de certificats disponibles via un quota ou un plafond.

La réforme des subventions de carburant fossile est une condition préalable à la création d'un prix du carbone uniforme. Dans certains pays, les combustibles fossiles sont subventionnés. Ces subventions doivent être éliminées avant que les régimes d'imposition/d'échange de carbone ou de négociation ne soient mise en place.

D'autres instruments de marché et des réformes sont utilisés pour ajouter de la flexibilité à la mise en œuvre (et réduire les coûts) afin de respecter d'autres règlements et objectifs liés au climat. Les certificats ne sont pas libellés en tonnes d'émissions directes, mais plutôt en quantité de : production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables (SER) (certificats verts) ; de production d'électricité à partir de chaleur et d'électricité (certificats bleus) combinés, d'économies d'énergie (certificats blancs) ; et de réduction des déchets mis en décharge (certificats d'allocation).

D'autres incitations fiscales et économiques sont utilisées pour promouvoir ou décourager certains achats, investissements ou comportements par des moyens financiers - elles peuvent prendre de nombreuses formes, y compris : subventions pour les achats de produits économes en énergie ou rénovations d'habitation; aide au financement du projet; prix préférentiels minimum garantis de rachat de la production d'électricité à partir de SER ; frais d'achat différenciés et rabais sur les voitures en fonction de l'économie de carburant ; redevances routières ou d'utilisation des sites d'enfouissement ; subventions, prêts et garanties pour des projets d'atténuation des émissions.

Recherche et développement : destinés à fournir un signal de long terme à l'industrie pour améliorer sa capacité à fournir des réductions d'émissions nécessaires dans les domaines de l'approvisionnement en énergie, utilisation finale de l'énergie et champs non énergétiques, tout en améliorant la position concurrentielle de Parties dans les marchés potentiels de nouvelles technologies – dont financement direct et contributions aux efforts internationaux de recherche conjoints.





Ensemble d'instruments pour NAMA II

Des règlements (règles, normes et exigences) sont utilisés pour façonner directement le marché en réduisant le rôle joué par des produits moins efficaces à forte intensité en carbone (par exemple, rendre illégal le fait de vendre du matériel peu performant) ou en augmentant le rôle de pratiques d'exploitation respectueuses de l'environnement (par exemple, nécessitant que les installations industrielles se soumettent à des audits énergétiques ou utilisent les meilleures technologies disponibles). Les règlements prennent de nombreuses formes, dont : normes d'efficacité d'appareils et d'équipement ; codes de bâtiments ; normes d'exploitation des sites d'enfouissement ; critères pour la fabrication et les centrales électriques; et obligations des parts de combustibles des centrales électriques (par exemple, une part minimale de SER) .

Les accords volontaires / négociés englobent une variété de secteurs industriels : arrangements gouvernementaux qui peuvent être des pactes avec des objectifs obligatoires et des répercussions graves pour le non-respect des accords et des accords avec des objectifs ambitieux et des conséquences plus mesurées en cas d'échec pour les atteindre. Les partenariats d'entreprises volontaires sont un groupe diversifié de programmes visant des entreprises individuelles, incluant des aspects d'informations, d'éducation, de promotion , conseils, d'aides à la décision, d'inventaires, d' évaluations, de vérifications, de stratégies, de plans d'action, des défis et des cibles ambitieuses, de surveillance des systèmes, des points de repère, d'indicateurs de performance, rapports publics, reconnaissance publique, action publique - privée coopérative et financement.

Les objectifs cadre avec des MRV d'émissions établissent des objectifs obligatoires ou indicatifs (volontaires) pour les niveaux d'émission (budgets carbone), les parts de technologie, parts de carburant et d'efficacité, suivis par des procédures MRV visant à assurer le respect des objectifs.

Programmes d'information, éducation et sensibilisation (labels, audit, mesure, conseil et démonstration) visant à améliorer la disponibilité et la précision de l'information au sujet des caractéristiques des émissions et de l'énergie des appareils et de l'équipement – incluant les labels pour les appareils domestiques et les dispositifs de divertissement, équipement de bureaux et bâtiments, et audits pour les bâtiments (dans les secteurs résidentiels, commerciaux et publics) manuels des bonnes pratiques, notes de moteurs et audit d'entreprises (dans le secteur industriel) et labels pour les automobiles et pneus (dans le secteur des transports). .

Pour des exemples de combinaison de politiques comprenant des instruments financiers, techniques et économiques, consulter le [Global Good Practice Analysis](#).



Glossaire international

| | | | | | |
|---------------|---|-----------------|---|-----------------|--|
| ACMP | Association of Cementitious Materials Producers | GHG | Greenhouse Gas | NGOs | Non-governmental organization |
| AFOLU | Agriculture, Forestry and Other Land Use | GWP | Global Warming Potential | NINO | NAMA Idea Note template |
| BAU | Business as Usual | HFCs | hydrofluorocarbons | ODA | Official Development Aid |
| BMUB | German Federal Ministry for the Environment, Nature Conservation and Nuclear Safety | HDD | Heating Degree Days | OECD | Organisation for Economic Co-operation and Development |
| BMZ | German Federal Ministry for Economic Cooperation | ICA | International Consultation and Analysis | PV | Photovoltaic |
| BURs | Biennial update reports | IEA | International Energy Agency | RE | Renewable Energy |
| CDKN | Climate and Development Knowledge Network | IKI | International Climate Initiative | REDD | Reducing Emissions from Deforestation and Forest Degradation |
| CDM | Clean Development Mechanism | IISD | International Institute for Sustainable Development | REEEP | Renewable Energy and Energy Efficiency Partnership |
| CDP | Carbon Disclosure Project | IPCC | Intergovernmental Panel on Climate Change | REN21 | Renewable Energy Policy Network for the 21 Century |
| CHP | combined heat and power | (I)NDCs | (Intended) Nationally Determined Contribution | SEMARNAT | Secretaria del medio ambiente y recursos naturales |
| CONAVI | Comisión Nacional de Vivienda | LCD | Low Carbon Development | SME | Small and Medium Entrepreneurs |
| COP | Conference of the Parties | LEDs | Low Emission Development Strategy | TNA | technical needs assessment |
| CTF | Clean Technology Fund | LULUCF | land use, land-use change and forestry | UNDP | United Nations Development Program |
| DEA | Department of Environmental Affairs | MAC tool | Marginal Abatement Cost tool | UNEP | United Nations Environmental Program |
| DECC | UK Department of Energy and Climate Change | MCDA | Multi Criteria Decision Analysis | UNFCCC | United Nations Framework Convention on Climate Change |
| DIA | Development Impact Assessment | MOI | Means Of Implementation | WBCSD | World Business Council for Sustainable Development |
| EE | Energy Efficiency | MRV | Measurement, Reporting and Verification | WRI | World Resources Institute |
| FICAM | Financial and Cost Assessment Model | NAMAs | Nationally Appropriate Mitigation Actions | | |



Glossaire français : abréviations internationales

| | |
|-----------------|--|
| BAU | « Business as Usual » ou le « statu quo » |
| BURs | Rapports biennaux actualisés |
| ICA | Consultation et analyse internationales |
| INDC | Contribution prévue déterminée au niveau national |
| LEDs | Stratégies de développement sobres en carbone |
| MAC tool | Instrument pour le coût marginal de réduction |
| MRV | Mesure, Rapport (notification) et Vérification |
| NAMA | Mesure d'atténuation appropriée au niveau national |
| NINO | Modèle de note indicative de NAMA |
| PoA | Programme d'action |
| PPCR | Programme pilote pour la résilience climatique |
| PV | photovoltaïque |
| SREP | Programme pour la valorisation à grande échelle des énergies renouvelables |



Glossaire français : abréviations

| | |
|---------------|--|
| APMC | L'Association des Producteurs de Matériaux Cimentaires |
| BMC | Baromètre Mondial de la Corruption |
| CCNUCC | Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques |
| DJC | Degrés-Jours de Chauffage |
| EE | Efficiences Énergétique |
| ER | Énergie Renouvelable |
| FEM | Fonds pour l'Environnement Mondial |
| FSC | Fonds Stratégique pour le Climat |
| FSCC | Fonds Spécial pour les Changements Climatiques |
| FTP | Fonds pour les Technologies Propres |
| GES | Gaz à Effet de Serre |
| GIEC | Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat |
| IPC | Indice de Perception de la Corruption |
| ITB | Indice de Transformation Bertelsmann |
| MDP | Mécanisme de Développement Propre |
| SER | Source d'Énergie Renouvelable |



Table des matières

- **Intro I : L'historique de l'outil NAMA**
- **Intro II: Objectifs et contenus de l'outil NAMA**
- **Intro III: Le Partenariat International sur L'Atténuation et le MRV**
- **Intro IV: La nécessité d'atténuation des GES**
- **Intro V: La conception politique de l'atténuation des GES**
- **Intro VI: Financer l'atténuation des GES**
- **Intro VII: Qu'est-ce qu'une NAMA**
- **Intro VIII: LEDS, NAMA, architecture MRV (pré-2020)**
- **Intro IX: Comment les NAMA sont-elles liées aux (I)NDC ?**
- **Facteurs de réussite**

Suite ➤



Table des matières

- **1. Évaluer les conditions-cadres et stratégies et identifier les opportunités d'atténuation**
- **2. Évaluer le potentiel technique de réduction des émissions et des avantages communs**
- **3. Identifier les actions possibles**
- **4. Définir un scénario de référence**
- **5. Spécifier les objectifs NAMA et sélectionner une combinaison d'instruments**
- **6. Détailler la planification de la NAMA**
- **7. Développer une architecture de financement**
- **8. Concevoir un plan MRV**
- **9. Mettre en œuvre des NAMA & MRV**
- **10. Évaluer & communiquer**
- **Recommandations pour une structure institutionnelle visant le développement d'une NAMA**